

202504_002

Date de la convocation : 07/04/2025

Séance du : 11 avril 2025

<u>Conseillers</u> :	<u>Vote</u> :	L'an deux mil vingt-cinq, le 11 avril, à 18 H 30,
En exercice : 11	Pour : 9	Le Conseil Municipal de la commune de MURINAIS, dûment
Présent(s) : 8	Contre :	convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au nombre prescrit par
Absent(s) : 3	Abstention :	la loi, en Salle de réunion de la Mairie, sous la présidence de M.
Pouvoir(s) : 1		Jean-Yves TIZOT Maire.

PRESENTS : Jean-Yves Tizot, Loïc Frémont, Anne Leman, Thomas Pelloquin, Sophie Ramat, Anouck Hermant, Raphaël Reynaud, Jacques Ferruit.

Absent(s) excusé(s) : Nathalie Durand, Alissa Tizot-O'Carroll, Martine Blandino (pouvoir à Anne Leman).

Sophie Ramat a été désignée secrétaire de séance (article L 2121-15 du C.G.C.T.).

Objet : Avis du conseil municipal sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2024 par laquelle les communes ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

DECISION

Le conseil municipal, après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Pour extrait conforme

Jean-Yves Tizot,

Maire.




Délibération n° CM09042025-17

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE POLIÉNAS (Isère)

Nombre de conseillers :

En exercice	15
Présents	12
Procuration	02
Votants	14

L'an deux mille vingt-cinq, le neuf avril à dix-neuf heures trente minutes.

Le Conseil Municipal de la commune de POLIENAS (Isère), dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du conseil de la mairie, sous la présidence de Monsieur Lionel ARGOUD, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 03 avril 2025

Présents : MM. Lionel ARGOUD, Patrick CHABERT, Mmes Danièle ALLIBE, Sophie CORBIN, M. Philippe JOSSAUD, Mmes Delphine HONORÉ, Christelle TAVEL, Isabelle MANGIONE, MM. Michaël COUTET, Florent BEST, Mmes Hélène REY-GIRAUD, Catherine ESCALA.

Absents : M. Ludovic GIRY (qui a donné pouvoir à M. Patrick CHABERT), M. Bruno FANTIN, M. Hubert CHARVET (qui a donné pouvoir à Mme Delphine HONORÉ).

Secrétaire de séance : M. Patrick CHABERT

Objet : Avis du conseil municipal de Poliénas sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Délibération n° CM09042025-17

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- **Autoriser le changement de destination du bâtiment présent sur la parcelle cadastrée n° A47 en zone A, ou modifier le zonage de ladite parcelle au profit du zonage UD2.**
- **Concernant l'ENS Marais de Montenas : sur notre PLU subsiste une identification d'une zone de remblai, polluée, de type SEVESO. Nous souhaitons que celle-ci soit également identifiée au niveau du PLUi, et ce pour garder en mémoire la zone concernée dans l'attente de son traitement par les instances qualifiées.**

Délibération n° CM09042025-17

Cet exposé étant entendu,

Le conseil municipal de Poliénas après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DÉCIDE** de rendre un avis **FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes décisions et à signer tous documents afférents à ce dossier pour permettre sa mise en œuvre.

Ainsi fait et délibéré en Mairie le jour, mois et an ci-dessus.

Monsieur le Maire,
Lionel ARGOUD



Le secrétaire de séance,
Patrick CHABERT

Envoyé en préfecture le 14/04/2025

Reçu en préfecture le 14/04/2025

Publié le



ID : 038-213803109-20250409-CM0904202517-DE



SEANCE DU 8 avril 2025

Date de la convocation : 2 avril 2025

Nombre de conseillers en exercice : 9

L'an deux mil vingt-cinq, le 8 avril, le Conseil municipal, dûment convoqué, réuni en session ordinaire à la Mairie de Rencurel, sous la présidence de M Olivier DUTEL, Maire.

Présents : MM. Olivier DUTEL, Martine GUERIN, Corinne DOUGERE, Didier CHALUMEAU, Jean-Pierre GALLY, Simon GIRAUD, Anne-Julie PARSY, Maud PERROTEAU.

Pouvoir de Mme Zelda PERRET est donné à Mme Anne-Julie PARSY

Excusée : MM. Zelda PERRET,

Secrétaire de séance : Corinne DOUGERE

Délibération 2025-04-032

OBJET : Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Madame/Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

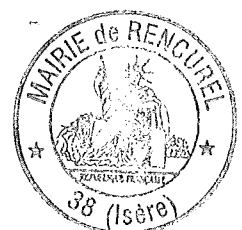
Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes : pas d'observation

DECISION

Le conseil municipal de Rencurel, après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE à l'unanimité** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré en séance les jours,
mois et an que dessus et le présent
extrait certifié conforme au registre.
Le Maire, Olivier DUTEL



Mairie de SAINT-LATTIER
Département de l'Isère

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le 28 avril 2025 à 19h00, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-LATTIER, dûment convoqué en date du 23 avril 2025 s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Raymond PAYEN, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 12 - Présents : 8 + 3 pouvoirs.

DCM-04-2025-01

Etaient présents : M. PAYEN Raymond, M. BALLOUHEY François, Mme LANDEFORT Christelle, M. SOTON Emmanuel, Mme ACHARD Estelle, Mme CLUZE Annie, M. NALLET Jean-Philippe, M. RIBEIRO Dominique.

Absents excusés : M. TRAVERSIER Richard : pouvoir à M. PAYEN Raymond,
M. OLLIER-FAURE Frédéric : pouvoir à M. NALLET Jean-Philippe,
Mme HOURS Estelle : pouvoir à M. SOTON Emmanuel,
Mme DAUSSY Florence.

Secrétaire de séance : Mme LANDEFORT Christelle.

SEANCE n° 04-2025 - DELIBERATION N° 01 : Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté.

Monsieur le maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- **Concernant les Orientations d'Aménagement et de Programmation**

- 1) OAP « Entrée de ville » : La commune souhaite favoriser l'installation de commerces au rez-de-chaussée du logement collectif ainsi que l'identification d'un périmètre d'implantation commerciale.

- **Concernant le Règlement graphique**

- 1) Secteur de la Gare : La commune demande que la parcelle C843 soit classée en zone UX2 et non en zone A dans la mesure où cela a fait l'objet d'une modification récente dans le PLU.
- 2) La Baudière : Au niveau des parcelles A1653 et A1619, la commune désire que le décroché soit supprimé et que le tracé reste aligné dans la continuité en UD2 afin d'éviter que la construction existante soit sur deux zones distinctes (zone A et zone UD2) et pour une meilleure harmonisation.

- **Concernant les changements de destination de bâtiments agricoles**

- 1) Les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d'élaboration du PLUi sont en partie absents du document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d'arrêt et de rétablir les changements de destinations listés ci-dessous dans le document final.

Parcelles	Adresses	Références des demandes
WA104	Le Pouyet	H8JL-7BDY
WA104	Le Pouyet	T6CT-STD3
WA104	Le Pouyet	DSW9-7YJB
WB113	Savet	F6ST-7YYN
WB98	200 Chemin du Champ Vert	W7BN-V8LY
WB98	200 Chemin du Champ Vert	YMNV-6EFG
WA153 et WA151	Le Pouyet	SLBJ-3WVV
WA153	Le Pouyet	84Z3-EBBT
WA160	95 Chemin de Romeyère	3Y78-SV8E
WA14	Champ Balan	YCXQ-2APL
WA161	Champ Balan	ADY2-MANR

WD133	La Maguière	MVUK-XSPN
WD133	La Maguière	2E2W-LKLJ
WD133	La Maguière	EPXD-G4HF
WC197	1055 Route de Montagne	656A-9D8N
WA148	La Maguière	4K6W-DEA4
ZA27	180 Passage des Gamonds	985G-6Q4B
WA47	1520 Chemin de la Muronnière	UN4N-R6RL
WB151	Les Pillots	U94Y-EKTB
WB150	490 Chemin du Moulin	HW5J-FDD3
WB150	490 Chemin du Moulin	PB5M-LV6M
B23	Aux Fenêtres	V5US-3RN9
WB20	390 Chemin des Cumerts	TWA9-AAFX
WB207	815 Chemin du Sablat	ACX5-BLVC
WB207	815 Chemin du Sablat	DYUG-6TG4
WA74	865 Chemin de la Muronnière	UT77-HFR2
WA181	La Muronnière	YV4T-SHRL
WA164	350 Chemin de la Maguière	L828-ACHF
D922 et D921	104B Chemin de l'Ile	H2DZ-249J
WB218	305B Chemin es Pillots	BGE8-FNKH
WA33	2010 Chemin de la Muronnière	K6F3-CEVH
WA33	2010 Chemin de la Muronnière	5N7J-VL72
WB89	Aux Sablières	6KRE-29KW
WA55	930 Chemin de la Muronnière	ELDF-7RT8

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Approuve** les observations précisées dans la présente délibération,
- **Décide** de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour copie conforme au registre.

Le Maire,
Raymond PAYEN



COMMUNE DE SERRE-NERPOL

Extrait du registre des délibérations du conseil Municipal Séance du 23 avril 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le 23 avril, le conseil municipal de la commune, régulièrement convoqué, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Maire.

Etaient présents :

Mmes AGERON Catherine, RENN Françoise, TERMOZ Agnès
Mrs ROUSSET Alain, BOUTRY Michel, DURAND Bruno, BOUVIER Daniel, Philippe, CHARDON Lilian, Philippe ROUX-BERNARD

Absents Excusés : MARION-VEYRON Nadine, SERRIERE Thibaud

Pouvoirs : Thibaud SERRIERE avait donné pouvoir à Catherine AGERON

Nombre de conseillers

- En exercice : 11
- Présents : 9
- Votants : 10
- Absents : 2
- Pouvoirs : 1

Date de la convocation :

15/04/2025

N° 2025-014

OBJET : Avis du conseil municipal de Serre Nerpol sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

Nous n'avons pas eu de retour sur les propositions de changement de destination que nous avons soumis, ces derniers nous semblent indispensables pour la pérennité de notre village.

Nous souhaitons également porter à votre attention les difficultés que nous avons rencontrés pour établir un zonage qui soit cohérent avec notre enveloppe de surface constructible, la loi montagne et la carte des aléas.

DECISION

Le conseil municipal de SERRE NERPOL après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Pour extrait conforme certifié exécutoire,

Le Maire



**COMMUNE
DE SAINT-ANDRE-EN-ROYANS (Isère)**

2025-15

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le 16 avril 2025 à 18h30, le **Conseil Municipal** de la commune de Saint-André-en-Royans, dûment convoqué, s'est réuni en session extraordinaire, à la Mairie, sous la présidence de **Monsieur Frédéric DE AZEVEDO**, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 10

Date de convocation du Conseil Municipal : 07 avril 2025

Présents : Mrs et Mmes, Gaëlle BRUN, Frédéric DE AZEVEDO, Jean-Philippe DODE, Audrey Falbo épouse PASCAL, Gérard GUILLET, Laurent PASCAL, Gérard POIRAUD, Michel ROMÉY, Brigitte VUILLOD.

Excusés : Mme Virginie BELLE

Le secrétariat était assuré par : Brigitte VUILLOD

Nombre de votants : 9

Pour : 9

Contre : 0

OBJET : Avis du conseil municipal de Saint-André-en-Royans sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d’élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite d’une délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l’élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d’organisation d’une concertation menée durant tout le temps de l’élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

- Le projet de PLUi arrêté est constitué :
- d’un rapport de présentation ;
 - du projet d’aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l’échelle communale et communautaire ;
 - d’un règlement écrit et d’un règlement graphique,
 - des orientations d’aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
 - d’annexes.

Il est également précisé que l’arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d’exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l’organisation de l’enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l’ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l’enquête publique et de la remise d’un rapport d’enquête par une commission d’enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l’objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l’équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l’article L153-15 du code de l’urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l’arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que *« lorsque l’une des communes membres de l’EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d’aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l’organe délibérant compétent de l’établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés »*.

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

1/ Concernant les changements de destination :

- Les changements de destination répertoriés au PLU de la commune n’ont pas été reportés sur le projet de PLUi. Nous constatons ainsi une erreur matérielle, la version telle qu’elle a été travaillée en vue de l’arrêt du projet de PLUi, reprenait l’intégralité des changements de destination tels qu’ils figuraient dans le PLU et la modification n°1 du PLU, hormis les bâtiments ayant déjà fait l’objet de travaux de changement de destination.
- Ainsi, les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d’élaboration du PLUi ne sont pas tous reportés dans le document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d’arrêt et de rétablir les changements de destination listés ci-dessous dans le document final.

Parcelles	Adresses	N° au PLU
D 43	Vermenay	/
D 320	Vermenay	/
D 100	Bellemondière	/
D 374	1110 chemin de Vermenay	1 A

D 374	1110 Chemin de Vermenay	
D 37	1100 Chemin de Vermenay	2
D 360	480 Chemin de Bellemondière	3
D 87	605 Chemin de Bellemondière	4
D 191	1420 Chemin du Palois	6
C 335	340 chemin de la Bellière	7
D 157	525 Chemin de la Guibaudière	8
B 237	La Grenerie	9
B 240	335 Chemin de la Bergette	10
B 454	65 Chemin des Justes	11
A 343	Chemin de Tarze	12 A
A 175	1470 Chemin de Tarze	12 B
E 534	45 Chemin de la Magnanerie	13 A
E 534	45 Chemin de la Magnanerie	13 B
E 225	80 Montée de l'Enchère	14
E 531	640 Chemin de Meyrie	15
B 507	Rue du Bourg	16
B 131	Rue du Bourg	17
B 365	Les Robinières et Granges	18

2/ Concernant les OAP (orientations d'aménagement et de programmation) :

- Pour l'OAP 1 « centre-bourg » :

La commune souhaite connaître plus précisément les densités préconisées ainsi que l'organisation des voies de desserte.

- Pour la carte de localisation des OAP :

Il semblerait que la carte de localisation des OAP de la commune ne corresponde pas à notre contour communal.

- Pour le nom des voies des OAP :

Le nom des voies indiquées pour situer les OAP est erroné,

- Celle au nord longe en surplomb, non pas la route « Le Bourg » mais « la route de Pont-en-Royans » – RD 58.
- Celle au sud longe en contrebas, non pas la route « Le Bourg » mais « le chemin du Palois ».

DECISION

Le conseil municipal de la commune de Saint-André-en-Royans, après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jour mois et an que ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Le 17 avril 2025

Le Maire,

Frédéric DE AZEVEDO



Certifié exécutoire par le Maire,

Compte tenu de la publication et de la transmission en Préfecture aux dates indiquées ci-dessus

Envoyé en préfecture le 18/04/2025

Reçu en préfecture le 18/04/2025

Publié le 18/04/2025



ID : 038-213803562-20250416-DELIB_2025_15-DE



COMMUNE DE ST ANTOINE L'AB

38160

Département de l'Isère
N° 2025-04-01

Envoyé en préfecture le 12/05/2025

Reçu en préfecture le 12/05/2025

Publié le

ID : 038-200054526-20250505-20250401-DE



REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers L'an deux mille vingt-cinq et le 05 mai à 19 heures
En exercice : 17 le Conseil Municipal de la commune de St Antoine l'Abbaye (Isère)
Présents : 11 dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie,
Votants : 12 sous la présidence de LONGIS Marie-Line, Maire
Pour : 12
Contre :
Abstention : **Date de convocation du conseil municipal : 29 avril 2025**

Présents : LONGIS Marie-Line, VILLARD Bernadette, GRENIER Roland, DIDIER Véronique, GARNIER Christian, MILLIAT Véronique, PHILIBERT dit JAIME Michel, PUECH Julie VEYRAND Pierre, GARCIA Brigitte, MARIN Béatrice,

Excusés : DUC-MAUGE Pascal pouvoir donné à PHILIBERT dit JAIME Michel

Absents : KUHNE Pablo GIRAUD Pascale, LANOY Julien, CHERON Elodie, JOLLAND Marie-Chantal,

Secrétaire de séance : GARCIA Brigitte

OBJET : **Avis du conseil municipal de St-Antoine l'Abbaye sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025.**

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

COMMUNE DE ST ANTOINE L'A
38160
Département de l'Isère
N° 2025-04-01

Envoyé en préfecture le 12/05/2025

Reçu en préfecture le 12/05/2025

Publié le

ID : 038-200054526-20250505-20250401-DE



Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Madame le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Madame le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

COMMUNE DE ST ANTOINE L'AB
38160
Département de l'Isère
N° 2025-04-01

Envoyé en préfecture le 12/05/2025
Reçu en préfecture le 12/05/2025
Publié le
ID : 038-200054526-20250505-20250401-DE



Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

• **Règlement graphique**

- 1) Les élus souhaitent mieux encadrer réglementairement les parcelles du haras du Bayet en les reclassant de Np vers Ap étant donné le caractère agricole de l'activité.
- 2) Les élus souhaiteraient faire figurer le contour de la ZPPAUP sur les plans de zonage.
- 3) Les élus souhaiteraient vérifier l'exhaustivité du classement des parcelles agricoles et naturelles en Ap/Np et AS/NS lorsqu'elles sont situées au sein de la ZPPAUP.
- 4) Les élus souhaiteraient vérifier la justification du tracé de la zone AS autour de la chapelle Saint-Jean Le Fromental. Celle-ci ne semble pas adaptée au contour du périmètre de protection de 500m.

• **Carte de traduction règlementaire des risques**

- 5) Les élus souhaitent lever des incohérences sur les zones urbanisées de cette carte

• **Changements de destination de bâtiments agricoles**

- 6) Les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d'élaboration du PLUi sont en partie absents du document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d'arrêt et de rétablir certains changements de destinations dans le document final.

Oui l'exposé du Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres votants,

APPROUVE les observations précisées dans la présente délibération,

DECIDE de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré à St Antoine l'Abbaye, les jours, mois et ans susdits et ont signé les membres présents.

Pour copie conforme et au registre sont les signatures

Le Maire,



Le secrétaire de séance

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal 2 Pl. de Verdun, 38000 Grenoble) ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>

Envoyé en préfecture le 12/05/2025

Reçu en préfecture le 12/05/2025

Publié le

ID : 038-200054526-20250505-20250401-DE



C



DÉLIBÉRATION DE ST BONNET DE CHAVAGNE N° 2025-015

Envoyé en préfecture le 08/04/2025

Reçu en préfecture le 08/04/2025

Publié le

ID : 038-213803703-20250325-2025015PLUI-DE



Nb de conseiller en exercice : 15 Présents : 14 Votants : 15

Objet : Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025.

Le 25 mars 2025

Le Conseil Municipal de la Commune de St-Bonnet de Chavagne, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Jean-Claude DARLET, Le Maire.

Date de la convocation : 18 mars 2025

Présents : M. Jean-Claude DARLET, Mme Céline LANTHEAUME, M. Bertrand REY, M. Fabrice PRUNELLE, M. Laurent RICHARD, Mme Ana ANES GOMES FERNANDES, M. Jérôme BATAILLER, Mme Valérie BELLIER, Mme Isabelle FREIXAS, M. Cédric GARDON, Mme Annie GUEFFIER, M. Etienne PETITJEAN, M. Jean-Pierre ROSE, Mme Emilie THOBIE.

Absent : M. Frédéric JACQUET.

M. Frédéric JACQUET pouvoir à Bertrand REY.

Secrétaire : Mme Céline LANTHEAUME.

VU la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

VU la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

VU la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

VU les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

VU la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

VU la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

VU la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

VU le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Envoyé en préfecture le 08/04/2025

Reçu en préfecture le 08/04/2025

Publié le

ID : 038-213803703-20250325-2025015PLUI-DE

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- En zone UF, il n'est pas possible de construire de bâtiment s'il n'y a pas un retrait de 5 ou 6 mètres alors que l'on doit limiter la consommation foncière. Il serait nécessaire de revoir la limite retrait de construction des bâtiments en zone UF
- En zone A, obligation d'avoir un retrait de 6 mètres de limite quand il y a construction, dans PLU actuel 3 mètres. Il serait nécessaire de revoir la limite retrait de construction des bâtiments en zone A.

Après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, le conseil municipal à l'unanimité des membres présents :

DONNE un avis **FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et ans que dessus.

Le Maire certifie le caractère exécutoire de la présente délibération.

Transmise en Préfecture de Grenoble, le

Le Maire, Jean-Claude DARLET.





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 5 mai 2025

Délibération n°2025-21

Nombre de conseillers :		L'an deux mil vingt-cinq, le cinq mai à dix-neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Didier CHENEAU, maire.
✕ En exercice :	13	
✕ Présents :	8	Présents :
✕ Pouvoir(s) :	0	Mesdames Valérie FAURE, Adeline MOREIRA, Cécile ALVAREZ-NAVARRO.
✕ Votants :	8	Messieurs Didier CHENEAU, Nicolas TERMOZ, Anthony AMIOT, Florent JULLIEN, Michel PROSEC.
✕ Pour :	8	
✕ Contre :	0	a donné procuration :
✕ Abstention :	0	
Date de convocation :		Est excusée :
28 avril 2025		
Certifié exécutoire compte-tenu de la transmission en préfecture le		Étaient absents : Véronique CUCCIOLILLO, Nadia BOUGHOUICHE, Victor FONSECA, Philippe RODRIGUEZ, Claude WIART.
6 mai 2025		Secrétaire de séance : Nicolas TERMOZ
Et de la publication le :		
6 mai 2025		

Objet : Avis du conseil municipal de Saint-Gervais sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

- ✕ **VU** la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence *élaboration des documents d'urbanisme locaux* au 1^{er} juillet 2021 ;
- ✕ **VU** la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme ;
- ✕ **VU** la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;
- ✕ **VU** les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;
- ✕ Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;
- ✕ **VU** la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;
- ✕ Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;
- ✕ **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.151-1 à -48, articles L.153-1 à -60, articles L.160-1 à L.163-10 ;
- ✕ **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-10 et suivants, son L.5211-1 et son article L.5214-16 ;
- ✕ **VU** le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes.

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- ✕ d'un rapport de présentation ;
- ✕ du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- ✕ d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- ✕ des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- ✕ d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du Code de l'Urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.*

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal ne fait part d'aucune observation.

DECISION

Le conseil municipal de Saint-Gervais, après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire, Didier CHENEAU

The image shows a handwritten signature in blue ink, followed by a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE ST-GERVAIS' at the top and '(Isère)' at the bottom, with a central emblem depicting a landscape with a building and trees.

Nombre de membres élus :	19
Nombre de membres en exercice :	19
Quorum :	10
Présents :	12
Représentés :	3
Votants :	15

L'AN DEUX MIL VINGT CINQ, le 28 Avril à 19h30,

Le Conseil Municipal de Saint Hilaire du Rosier, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Sylvain BELLE, Maire.

Date de la convocation : 18/04/2025

Présents : Sylvain BELLE, Denis BAFFERT, Nathalie PANARIN, Jean-Louis ODEYER, Mireille CHALAYE, Laurent COUTURIER, Christine FERNANDES, Brigitte MORFIN, Johan MICHAL, Marie-Claude GERMAIN, Céline CHARROIN, Stéphane CHAMPAVIER.

Excusés : Sandrine BELLE a donné pouvoir à Denis BAFFERT, Alexandre FERLAY a donné pouvoir à Sylvain BELLE, Emmanuel REULIER, Charlotte CIVET, Denis SAINT-PIERRE a donné pouvoir à Céline CHARROIN.

Absents : Emmanuel ESCOFFIER, Romain LAURENT

Secrétaire de séance : Nathalie PANARIN.

Délibération n°2025-22– INTERCOMMUNALITE – Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Monsieur le maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

Accusé de réception en préfecture
038-213803943-20250506-2025-22-DE
Date de télétransmission : 06/05/2025
Date de réception préfecture : 06/05/2025

- Concernant les Orientations d'Aménagement et de Programmation

- 1) OAP « Clair-Matin » : La commune souhaite retravailler la programmation de l'OAP pour mieux s'ajuster aux évolutions récentes du projet Pullara.
- 2) OAP « centre-ville » : La commune souhaite d'une part renommer ce secteur de projet sous l'appellation « Mont-Vanille » et d'autre part retravailler la programmation en faveur notamment d'un tracé viaire permettant à terme une liaison vers l'ouest (parcelles D73-D77-D78-D770-D1048-D1049-D1340) .
- 3) OAP « Le Village » : La commune souhaite renommer ce secteur de projet sous l'appellation « Mont Genetat ».
- 4) Pour le secteur faisant l'objet d'un PAPAG au sein de la Gare, la commune souhaite :
 - le renommer sous l'appellation « Chemin du moulin »,
 - lui affecter une OAP sommaire permettant notamment de préciser les entrées-sorties du site, inscrire une bande de recul d'environ 3 à 4 mètres le long de ses marges ouest et nord pour permettre une sécurisation des cheminements piétons,
 - sortir de ce secteur les parcelles E1564 et E1550 en les reclassant en UD3.

- Concernant le Règlement graphique

- 5) Secteur de la Gare : Basculer la parcelle E1282 de naturel vers US1 dans la mesure où cette dent creuse a vocation à permettre le renforcement des équipements publics. Également, la parcelle E232 a vocation à revenir en UD3.
- 6) Centre-bourg : dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine et de sécurisation du centre-bourg porté par la commune, celle-ci souhaite faire figurer sur le Plan des Formes Urbaines un recul de plusieurs mètres le long de la route RD1092 sur les parcelles A124/A125/A126 afin de permettre ultérieurement l'aménagement de stationnements.
- 7) Hameau du Creux : la commune souhaite inscrire un emplacement réservé sur la parcelle D383 afin de sécuriser le passage du car scolaire à cet endroit en vertu d'un élargissement de voirie.

- Concernant la connaissance des aléas naturels

- 8) Dans le prolongement de la réalisation des nouvelles cartes d'aléas, la commune souhaite l'aboutissement de l'étude complémentaire de qualification de l'aléa glissement de terrain sur les franges du plateau agricole.

- Concernant les changements de destination de bâtiments agricoles

- 9) Les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d'élaboration du PLUi sont en partie absents du document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d'arrêt et de rétablir les changements de destinations listés ci-dessous dans le document final.

Parcelles	Adresses	
D093	Chemin des Doyons	
ZL093	Le Mas	
ZI024	Chemin du Creux	
ZE053	Chemin de Blachères	
ZD107	L'Allière	
ZH051	Route de la croix des Goulets	
D1224	Au Creux – Bâtiment 1	
D1224	Au Creux – Bâtiment 2	
D284	1440 Les Oches	
D383	Au Creux	
D1301	Au Creux	
D392	Au Creux	
D1216	Au Creux	Accusé de réception en préfecture 038-213803943-202506-2025-22-DE Date de télétransmission : 06/05/2025 Date de réception préfecture : 06/05/2025
ZD130	L'Arnage	

C162	Les Arriberts – Bâtiment 1
C162	Les Arriberts – Bâtiment 2
C714	L'Arnage
C178	L'Arnage
C182	L'Arnage
ZD14	Le Cygne
ZD14	Le Cygne
ZD14	Le Cygne
ZD65	350 L'Arnage
ZD65	350 L'Arnage
ZB105	385 Ballan

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré A LA MAJORITE (1 contre) :

- **Approuve** les observations précisées dans la présente délibération,
- **Décide** de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

*Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre tous les membres présents,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations*

Le Maire certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte,
Après dépôt en préfecture le : 06/05/25
Après Affichage le : 06/05/25

Le Maire,

Sylvain BELLE



Accusé de réception en préfecture
038-213803943-20250506-2025-22-DE
Date de télétransmission : 06/05/2025
Date de réception préfecture : 06/05/2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Le 15 avril deux-mille vingt-cinq à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune de Saint-Just de Claix dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Joël O'BATON, Maire.

Date de convocation du conseil municipal : 20/03/2025

Nombre de conseillers en exercice : 12

Nombre de présents : 7

Nombre de votants : 9

Présents : BERTRAND Mickaël, BOURGUIGNON Nicolas, DE GREGORIO Gil, FILET-COCHE Daniel, GROSSOT Mylène, NOALHAT Frédéric, O'BATON Joël

Absents : BOURGUIGNON Aurélie, MARSETTI Sandrine, FEUGIER Christelle, LYONNE Sylvie, ORIOL Florian

Pouvoirs : BOURGUIGNON Aurélie donne pouvoir à BOURGUIGNON Nicolas / FEUGIER Christelle donne pouvoir à O'BATON Joël

Secrétaire de séance : GROSSOT Mylène

Objet : Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Monsieur le maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le c administratif de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- Règlement graphique : corrections d'erreurs de découpage de limites de zones urbaines

- 1) Secteur Dardaines : Intégrer la parcelle ZE 144 (280m² / classée en zone urbanisée au MOS) au sein de la zone UF2 afin de valoriser l'ensemble des parcelles ZE104 / ZE106 / ZE143 et ZE144 au sein d'une dent creuse liant le lotissement Les Noisettes à la ferme Dardaines.
- 2) Chemin de Triol : Modifier le contour de la limite de la zone UF2 afin d'y réintégrer le jardin d'un particulier pouvant permettre une construction en densification. Pour cela il s'agit de déclasser de UF2 à N une partie de la parcelle D1007 et de reclasser de A en UF2 - à surface équivalente - la partie Nord de la parcelle D1014.
- 3) Hameau de Clairivaux : retirer le triangle zoné en UF2 au sud de la parcelle D266 (environ 95m²) et la remettre en zone agricole. Il s'agit d'un morceau de délaissé en bordure du canal de la Bourne.
- 4) ZAE de Clairivaux : retirer la partie zonée en UY sur la rue de Valensole, le long de la parcelle ZI162, et la reclasser en zone N.
- 5) Rue du Canal : Reclasser en zone N la portion de la rue du canal longeant les parcelles ZI 159, 352, 351, 112, 125 et 127 actuellement zonée en UF2.

6) Zone des Loyes : déclasser la voie départementale actuelle et envisager de reporter la surface équivalente dans le prolongement

- Règlement écrit : correction de classement d'une activité artisanale en zone agricole

7) Activité « Bâtir 38 » : permettre à cette activité artisanale, située en zone agricole, de pouvoir faire évoluer l'emprise de son bâtiment d'activité/stockage dans le prolongement de l'existant, sur la parcelle ZD137.

- Changements de destination de bâtiments agricoles

8) Les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d'élaboration du PLUi (dont certains sont déjà identifiés dans le PLU) sont en partie absents du document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d'arrêt et de rétablir les changements de destinations listés ci-dessous dans le document final.

Parcelles	Adresses	
ZC-0134	1352 Rue des Sagnes	1 bâtiment
ZH-0070	Impasse de la Tholodièrre	1 bâtiment
ZH-0257	107 Impasse de Tholodièrre	2 bâtiments
ZD-0015	Chemin de Notre Dame	1 bâtiment

- Emplacements réservés

9) L'Emplacement réservé ER_sju_01 est à supprimer. La parcelle ZH353 est déjà maîtrisée (propriété communale) et la commune ne souhaite pas acquérir l'ensemble de la parcelle ZH354 ; à ce sujet, voir point suivant en ce qui concerne le besoin d'acquérir une bande le long de la rue de l'Abri.

10) L'Emplacement réservé ER_sju_03 situé sur le côté Est de la rue de l'Abri n'est pas positionné du bon côté de la voie. Il est à replacer sur l'autre côté le long de la parcelle ZH354, entre les parcelles ZH253 et ZH353.

- Orientations d'Aménagement et de Programmation

11) OAP 1 « ZAE Saint-Just-de-Claix » : La commune souhaite connaître plus précisément la vocation de parcelles non bâties, notamment les parcelles D775 et D720. Nous souhaitons que l'ensemble de cette ZAE (au sud de la RD 1532) soit classées en UX1n

12) OAP 1 « ZAE Saint-Just-de-Claix » : La commune souhaite connaître plus précisément les modalités d'aménagement du secteur EPFL (parcelle ZI-162) et de la parcelle ZI-159.

13) OAP 2 « Entrée de ville » : la commune souhaite se réinterroger sur la programmation du « sous-secteur 2 » (prévoyant l'accueil de logements d'habitat collectifs de hauteurs moyennes, longeant les RD 1532 et RD 71A.

14) OAP3 : La commune souhaite se réinterroger sur le tracé de la voie de desserte et notamment l'opportunité d'un prolongement ultérieur jusqu'à la RD 1532.

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Approuve les observations précisées dans la présente délibération,
- Décide de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 8 AVRIL 2025**

N°2025_040,

L'AN DEUX MIL VINGT CINQ

Le conseil municipal de la commune de Saint-Marcellin, dûment convoqué en application des articles L.2121-10 et L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Raphaël MOCELLIN, Maire, le mardi huit avril à dix-neuf heures, en séance ordinaire. En application de l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales, Madame Imen DE SMEDT a été nommée secrétaire de séance à l'unanimité.

La séance débute à 19h00.

Les séances du conseil municipal sont enregistrées et filmées et accessibles sur le site internet de la ville (<http://www.saint-marcellin.fr>). Ces enregistrements retracent l'ensemble des débats des conseillers municipaux.

Présents :

Raphaël MOCELLIN, Monique VINCENT, Christian DREYER, Imen DE SMEDT, Bernard FESTIVI, Nicole NAVA, Jean-Yves BALESTAS, Véronique TODESCO, Alain RENAULT, André GILOZ, Marie-Hélène BALLOUHEY, Ginette PEVET, Xavier PAGES, Michel CIPRIANI, Mylène MATRAS, Olivia JACQUOT, Sylvie MOCELLIN-CHAPRE, Jacques LASCOUMES, Bruno GIARDINO, Lucile VIGNON, Jean-Luc PIQUER, Noëlle THAON, Anne TOURNIER, Christophe GHERSINU.

Absents représentés :

Patricia ODDOUX a donné son pouvoir à Christian DREYER, Benjamin ARMAND a donné son pouvoir à Nicole NAVA, Mathieu GERMAIN a donné son pouvoir à Monique VINCENT, Jules JANY donne son pouvoir à Imen DE SMEDT.

Isabelle GAUVIN donne son pouvoir à Jean-Luc PIQUER et arrive à 19h25 à partir du point n° 4 - Approbation du compte financier unique 2024 – Budget principal Ville

Le conseil municipal examine les points inscrits à l'ordre du jour, à savoir :

Objet : Avis et observations sur le Plan local d'urbanisme intercommunal arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère communauté le 6 février 2025

Monsieur le maire, aux côtés de monsieur Christian DREYER, adjoint à la politique du développement durable, de l'urbanisme, des travaux et de la gestion des risques, rappelle que le projet d'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 8 AVRIL 2025**

N°2025_040, suite 1,

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par monsieur le Président du Tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Il est rappelé que, conformément à l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article dispose que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

Changements de destination des bâtiments agricoles :

1) Les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d'élaboration du PLUi (dont la plupart sont déjà identifiés dans le PLU) sont absents du document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d'arrêt et de rétablir les changements de destinations listés ci-dessous dans le document final.

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 8 AVRIL 2025**

N°2025_040, suite 2,

Parcelles	Adresses
ZA 668	190, rue du Bas Plan
AC 36	52, montée de Chavosan
AC 101-102	138 et 148, chemin de Joug
AC 120	271, chemin de Joug
AD 46	444, chemin de Saint-Séverin
AD 205	688, chemin de Saint-Séverin
AH 659-660	56, rue Georges Dorly
AK 59	chemin des Coulmes
ZA 3	425, chemin des Coulmes
ZA 265	116, chemin du Pignet
ZA 134	370 rue des entreprises

Emplacements réservés :

2) L'emplacement réservé ER_sma_05 situé dans le secteur du plateau des Echavagnes nord correspond à une partie de l'emplacement réservé identifié dans le PLU de 2019 pour la création d'une voirie destinée à irriguer l'extension envisagée de la zone économique du plateau des Echavagnes nord. Or, le projet de PLUi ne prévoit plus cette extension et par conséquent cet emplacement réservé n'apparaît plus justifié.

3) L'emplacement réservé ER_sma_07, situé dans le secteur du plateau de Echavagnes nord correspond à un emplacement réservé existant dans le PLU destiné à une liaison piétonne d'accès à l'intérieur de la zone économique depuis le chemin de Gervans. L'intérêt de maintenir un projet de liaison à cet endroit est très limité. Il est donc proposé de supprimer cet emplacement réservé.

OAP :

Secteur dit "Plateau des Echavagnes nord" (OAP n°2) :

4) La question est posée de la pertinence de maintenir une OAP sur ce secteur intérêt étant donné que le secteur est quasi complètement urbanisé.

5) Le périmètre de l'OAP du plateau des Echavagnes nord comprend la parcelle ZA 185 classée en zone UD alors que le reste de l'OAP est classé en Zone UY. Il convient de corriger cette erreur matérielle et de sortir cette parcelle de l'OAP dans le cas où elle serait maintenue.

Secteur de renouvellement urbain au niveau de la gare (OAP n°6) :

6) L'OAP de la gare identifie des hauteurs de bâtiment en R+2. Il conviendrait de prévoir une densité plus importante, en concordance avec le projet de l'îlot gare, sur ce secteur situé aux abords immédiats de la gare. Il est donc proposé de permettre des constructions en R+3 + attique ou R+4

7) Un linéaire « accueil de commerces en rez-de-chaussée » a été inscrit à l'angle de la rue Aymard Durivail et du Boulevard de la gare. Or, en fonction du positionnement par rapport à la gare il apparaît plus opportun de prévoir ce linéaire à l'angle de l'avenue Felix Faure et du boulevard de la gare et de le supprimer de la rue Aymard Durivail et du Boulevard de la gare.

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 8 AVRIL 2025**

N°2025_040, suite 3,

8) Secteur de "La Plaine Phase 2" (OAP n°1) :

Il est nécessaire d'intégrer à cette OAP la phase 1 de l'OAP de la plaine qui a fait l'objet de la modification n°1 du PLU de Saint Marcellin.

Secteur en densification et renouvellement urbain le long du Cours Vallier et de l'Avenue de Provence (OAP n°5) :

9) L'OAP fait mention de l'objectif suivant « Préserver le patrimoine bâti repéré à la présente OAP et au règlement graphique du PLUi qui participe à affirmer l'identité du secteur », or cette OAP ne comprend pas de carte de repérage de ce patrimoine bâti. De la même manière qu'il y a une carte des respirations végétales, il serait pertinent de disposer d'une carte du bâti remarquable très nombreux dans le secteur (cf. : inventaire du patrimoine XXème).

10) Il serait opportun de faire mention du schéma de développement et d'aménagement commercial (SDAC) dans cette OAP pour expliciter le volet urbanisme commercial (recherche d'activités moins consommatrices d'espaces etc...).

11) Secteur dit "Plateau des Echavagnes sud" (OAP n°3) :

Le périmètre de l'OAP des Echavagnes sud ne suit pas exactement le contour de la zone 1AUY. Il semblerait plus cohérent que le périmètre de l'OAP corresponde exactement à la zone 1AUY.

Règlement graphique :

12) Secteur dit « plateau des Echavagnes sud »,

Une partie de la parcelle ZA 73 est classée en zone N alors que le reste de cette parcelle et les parcelles avoisinantes sont classées en zone économique (1AUY et UY). Il apparaît plus cohérent de classer l'ensemble de la parcelle en zone 1AUY.

13) Zone UD1 située entre la rue des entreprises et la rue des artisans :

Pour plus de cohérence et prendre en compte l'existant il semble opportun d'étendre la zone UD1 aux parcelles ZA 224 et ZA 225.

14) Secteur des Basses plantées,

Le règlement graphique fait apparaître une petite excroissance de la zone N en zone UF au niveau de l'avenue du sud Grésivaudan. Il est nécessaire de corriger cette erreur graphique.

15) Le périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG) du plateau des Echavagnes nord est limité à une partie de la parcelle ZA 154.

Il semblerait pertinent d'étendre ce périmètre à la parcelle contiguë ZA 277 également classée en zone UY.

16) L'ensemble du linéaire commercial du centre-ville est identifié en linéaire renforcé. Or, dans la lignée de ce qui existe dans le PLU aujourd'hui le zonage travaillé et prévu comprenait des secteurs en linéaire commercial renforcé qui protège strictement les activités et commerce de détail et des zones de linéaire commercial simple qui visent à empêcher le changement de destination d'un commerce vers une habitation. Il conviendra de corriger cette erreur graphique et de rétablir le zonage prévu.

.../...

Commune de Saint-Marcellin
Copie conforme au registre des délibérations

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 8 AVRIL 2025

N°2025_040, suite 4,

Ci-dessous la carte transmise avec en blanc le linéaire renforcé, et bleu le linéaire commercial simple :



Règlement écrit :

17) Règlement de la zone UB2 :

Afin ne pas bloquer la réhabilitation de logements dans le centre-ville élargit, il est nécessaire de donner la possibilité de créer des logements sans création de nouveaux stationnement, comme cela est prévu en zone UA1 (ajouter dans le paragraphe « projets de réhabilitation, d'adaptation ou d'extension de construction existante de l'article UB7 la phrase « Dans la zone UB de Saint-Marcellin, il n'est pas exigé de nouvelles places de stationnement »)

18) Règlement des zones à vocation principale d'habitation (UA1, UB2, UD1, UF1) : Afin de préserver les caractéristiques de l'habitat local, et dans le prolongement du guide du bien construire, il est souhaitable de règlementer les toitures terrasses. Ainsi, il est proposé d'ajouter au règlement, pour la ville de Saint Marcellin le texte suivant : "Les toitures terrasses sont autorisées en annexe, la partie principale de la construction devra être traitée en toiture à 2 ou 4 pans"

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021,

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

.../...

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 8 AVRIL 2025**

N°2025_040, suite 5.

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi,
Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi,
Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-1 à -48, L.153-1 à -60 et L.160-1 à L.163-10,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-10 et suivants, L.5211-1 et L.5214-16,
Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Approuve** les observations précisées dans la présente délibération,
- **Décide** de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Adoptée

(20 pour, 1 contre : Jacques LASCOUMES, 8 abstention : Lucile VIGNON, Sylvie MOCELLIN-CHAPRE, Bruno GIARDINO, Noëlle THAON, Jean-Luc PIQUER, Isabelle GAUVIN, Anne TOURNIER, Christophe GHERSINU)

Ainsi délibéré et ont signé au registre tous les membres présents.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

**Secrétaire de séance
Imen DE SMEDT**



**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN**



**Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 16 avril 2025
et publication du 16 avril 2025**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT ROMANS**

Délibération n°DEL-2025-26 du 28/04/2025

Le lundi 28 avril 2025 à 18h00, le Conseil municipal de Saint-Romans, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie sous la présidence de M. CREACH Yvan, Maire.

Nombre de conseillers : 18

Quorum : 12

Date de convocation du Conseil municipal : 18/04/2025.

La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 18/04/2025.

Présents : CREACH Yvan, ROLLAND Éric, BLAMBERT Micheline, CHOURREAU Gisèle, BRISSET Sandrine, LAMBERTON Michel, BEYLE Sylvie, Olivier LUYA, Jérôme MURE-RAVAUD, TRIBBIA Karine, VAL-LARTIGUE Carine, STOOSS Nathan.

Absents : MICLO Damien (pouvoir donné à Jérôme MURE-RAVAUD), MANIGNAL Amandine (Pouvoir donné à Karine TRIBBIA) ; ARNAUD Marie-Françoise (Pouvoir donné à Yvan CREACH), HAMEL Sylvain, HAMOUDI Brahim, BOMPARD Caroline.

Secrétaire de séance : CHOURREAU Gisèle

Objet : Avis de la Commune de Saint-Romans sur le PLUi

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-1 à -48, articles L.153-1 à -60, articles L.160-1 à L.163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.212-10 et suivants son article L.5211-1 et son article L.5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- D'un rapport de présentation
- Du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- D'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- Des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles, d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet du PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- Concernant les Orientations d'Aménagement et de Programmation

1) OAP « Les écoles » : La commune souhaite retravailler la programmation de l'OAP en réduisant son emprise (retrait d'environ 2700 m² sur la parcelle ZB430) étant donné un besoin finalement plus restreint pour le développement de nouveaux équipements.

- Concernant le Règlement graphique

2) Suivant le souhait de poursuivre le renforcement du développement résidentiel dans la plaine, les élus souhaitent revaloriser le potentiel de consommation d'espace de 2700 m² dans le prolongement des habitations existantes le long du chemin de l'Adrière, sur la parcelle ZA 108.

3) Permettre l'adaptation des bâtiments agricoles de la ferme de FERIE (située parcelle ZD344) étant donné son projet de développer des activités touristiques et notamment d'accueil de groupes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Approuve** les observations précisées dans la présente délibération
- **Décide** de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Vote pour : 11 Contre : 0 Abstention : 1

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Saint-Romans, le 28/04/2025

Le Maire

Yvan CREACH





**RÉPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'ISÈRE
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
COMMUNE DE SAINT-SAUVEUR**

2025-019

Date de la convocation : 11/04/2025

Séance du : 17/04/2025

Conseillers :
En exercice : 16
Présent(s) : 12
Absent(s) : 4
Pouvoir(s) : 3

Vote : 15
Pour : 15
Contre : 0
Abstention : 0

L'an deux mil vingt-cinq, le dix-sept avril, à 19 H 30,
Le Conseil Municipal de la commune de SAINT-SAUVEUR, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, en Salle du Conseil de la mairie située sur la Commune au 178 Rue des Gêraniums, sous la présidence de Madame le Maire, Marie-Jeanne DABADIE.

PRESENTS : Mesdames Marie-Jeanne DABADIE, Anne DE CASTRO, Philomène BOURGEOIS, Françoise RENARD, Sophie MACCAGNO, Sandrine MARCHAND, Sandrine MICHALLAT, Jacky CHALANCON.

Messieurs Michel CHALOIN, Christophe MOCELLIN, Joseph ROMERA, Alain FUSTIER.

ABSENTS EXCUSÉS :

ABSENTS : Jean-Pierre PERROT.

POUVOIR : Jean-Luc TOURNIER donne pouvoir à Michel CHALOIN. Catherine TROUILLET donne pouvoir à Joseph ROMERA. Alexandre MATRAIRE donne pouvoir à Marie-Jeanne DABADIE

Mme Sophie MACCAGNO est désignée comme secrétaire de séance.

Avis sur le Plan d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)

Le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant

tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, il est proposé au conseil municipal de faire part des observations suivantes :

Orientations d'Aménagement et de Programmation

OAP Tulipes : La commune s'interroge sur la faisabilité de jardins familiaux en pointe Est du secteur et souhaite étudier l'opportunité soit d'y inscrire d'autres éléments de programmation soit de ne pas les conserver dans l'OAP.

Secteur de développement 1AUX2 de la Maladière : la commune s'étonne d'une part de l'absence d'orientations encadrant le développement de la zone d'activités et d'autre part de l'impossibilité de permettre le commerce sur les parcelles situées à l'arrière de l'actuel supermarché.

Secteur 1AUF1 situé à l'arrière de la Tonnellerie (située sur S s'étonne de l'absence d'orientations encadrant le développement urbain rendu possible par le classement en zone UF1 ; particulièrement sur les parcelles 655, 997, 1114, 1115, 1116, 1335 et 1336. D'autant plus qu'une OAP figure actuellement dans le PLU en vigueur. De plus, étant donné les morphologies existantes dans le secteur, la commune souhaite se réinterroger sur un reclassement de la zone vers un type de zone plutôt pavillonnaire. Enfin, la commune souhaite s'assurer que l'éventuel développement du site de la Tonnellerie permette de conserver la faisabilité du réaménagement de la continuité cyclable le long de la Route de Grenoble.

Secteur 1AUS2 situé près du terrain de football : la commune s'étonne de l'absence d'orientations encadrant le développement de cette zone 1AU.

Changements de destination de bâtiments agricoles

Les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d'élaboration du PLUi sont en partie absents du document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d'arrêt et de rétablir les changements de destinations listés ci-dessous dans le document final.

Parcelles	Adresses
0B0450	141 chemin des Blaches
0B2021 + 0B0280	1 impasse du Bane
0C0506	2285 route de l'Ancienne Eglise
0C0316	501 route du Coupier

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, L. 5211-1 et L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Proj. développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité décide :

DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE sur le projet de PLUI arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté,

DE CHARGER Madame le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Madame le Maire,

Marie-Jeanne DABADIE



Le PLUI (SAINT SAUVEUR) sera affiché lors de la séance du conseil.

Le PLUI est consultable à l'adresse suivante :

<https://www.dropbox.com/scl/fo/nelikx4kkjyo9sw3lmxtb/AKTHmzf7GfgEId5vqxh8-oE?rlkey=9gd8rop7lj9myfwu2eegdnfhf&e=1&st=cev6h3vl&dl=0>



COMMUNE DE SAINT-VÉRAND
Département de l'Isère

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du 22 avril 2025

Délibération n°2025-34

<u>Nombre de conseillers :</u> ✕ En exercice : 19 ✕ Présents : 16 ✕ Pouvoir(s) : 1 ✕ Votants : 17 ✕ Pour : 17 ✕ Contre : 0 ✕ Abstention : 0 <u>Date de convocation :</u> 15 avril 2025	<p>L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux avril à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Dominique UNI.</p> <p><u>Présents :</u> Mesdames Dominique UNI, Gwenaëlle BELLET, Muriel GAIFFIER, Lysiane JULLIN, Isabelle JUHASZ, Laure BOSSAN, Fabienne FERRIER</p> <p>Messieurs Jean-Philippe GORON, Patrice BERTRAND, Olivier GAILLARD, Stéphane TOURNOUD, Fabrice GENOVESE, Michel MOTTUEL, Patrick GIROUD, Pierre CHEVALLIER, Jacques DUCROS</p> <p><u>Ont donné procuration :</u> Jean-Marc BOURGOGNE a donné procuration à Fabienne FERRIER</p> <p><u>Membres absents excusés :</u> Aurélie SEURAT</p> <p><u>Membres absents :</u> Anthony PERREIRA</p> <p><u>Secrétaire de séance :</u> Céline VEHIER, secrétaire de mairie</p>
---	--

OBJET : Avis sur le PLUi arrêté le 6 février 2025 par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Stéphane TOURNOUD, adjoint à l'urbanisme et l'aménagement, rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur Stéphane TOURNOUD rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire.

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations listées, décrites et justifiées dans l'annexe à la présente délibération.

DECISION

Le conseil municipal, après avoir formulé les observations annexées à la présente délibération, rend **un avis FAVORABLE sur le projet de PLUi** arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, **à la condition que les remarques de la commune soient examinées et intégrées dans la suite de la procédure**, conformément aux dispositions de l'article L.153-15 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire, Dominique UNI



1) Remarques sur le règlement écrit du PLUi

1-1) Pour l'article I. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITES de toutes les zones.

Lors de l'élaboration, il avait été validé lors de la dernière commission urbanisme de la SMVIC de présentation du règlement, d'inscrire les usages, affectations des sols, activités et constructions interdites, autorisées ou soumises à conditions sous la forme d'un tableau et reprenant textuellement les destinations et sous-destinations du code de l'urbanisme.
Cette demande doit permettre une meilleure compréhension et appropriation du règlement.

1-2) Problème règlement zone UF2

Les prescriptions actuelles du zonage UF2 du PLUi arrêté ne sont pas en adéquation avec la vocation initiale de cette zone annoncée lors de l'élaboration du PLUi. Celle-ci devait se distinguer clairement des zones pavillonnaires UD, en permettant une densification du tissu urbain tout en acceptant une certaine diversité des destinations (habitat, activités compatibles, équipements, etc.). Or, le règlement du PLUi arrêté impose des contraintes qui limitent fortement cette ambition, en encadrant de manière excessive les possibilités de construction et d'usage du sol. Ces restrictions, similaires à celles des zones pavillonnaires, compromettent le potentiel de développement du secteur et ne répondent pas aux objectifs de cohérence urbaine, d'optimisation du foncier et de mixité fonctionnelle que ce zonage devait initialement favoriser.

Une évolution du règlement apparaît donc nécessaire afin de permettre à la zone UF2 de jouer pleinement son rôle dans le développement harmonieux du territoire.

La commune souhaite que les règles puissent être adaptées pour permettre pleinement une densification de ces secteurs :

- 4.3 Implantation par rapport aux limites séparatives

Sauf dispositions contraires mentionnées au plan des formes urbaines,

- Lorsque la limite séparative constitue une limite de zone A, N, UR, US, UT ou UX, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction principale* (hors dépassé de toiture) au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points ($L \geq H$), sans pouvoir être inférieure à 6 mètres. **Rajouter la possibilité de construire sur limite séparative en limitant par exemple à une longueur de 7 m.**

- 4.1 Hauteur et emprise au sol maximales des constructions

- La hauteur maximale des annexes* est fixée à 3,5 mètres au point le plus haut de la construction, sans pouvoir dépasser 2,5 mètres sur les limites séparatives. **La commune demande que cette hauteur puisse être portée à 3 mètres sur les limites séparatives sur une longueur maximale de 5 mètres pour permettre la réalisation d'annexes habitables sur ce secteur de densification.**

- 4.4 Implantation par rapport aux autres constructions sur une même propriété

- A moins qu'elle ne leur soit contiguë, toute construction principale* doit être implantée à une distance minimale par rapport aux autres constructions principales de :
 - 9 mètres dans la sous-zone UF1, **réduire cette distance à 5 m**
 - 6 mètres dans la sous-zone UF2, **réduire cette distance à 4 m**

- 6.2 Surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables :

Sauf dispositions contraires mentionnées au plan des formes urbaines, au moins 30% de la superficie du terrain doit être traitée en espaces de pleine terre*. **Supprimer : réalisé majoritairement d'un seul tenant.**

1-4) Clôtures en limite séparative

Sur le territoire de notre commune la règle générale suivante s'applique concernant l'aménagement des clôtures : En limite séparative, les clôtures visant à ménager l'intimité des jardins au sein des parcelles peuvent être composées de haies végétales, de palissades ou de claustras, associés ou non à un mur bahut, ce dernier ne pouvant excéder 0,7 mètre de hauteur.

Afin d'assurer une cohérence réglementaire et une équité de traitement entre les communes, nous demandons la suppression du tableau des prescriptions particulières : (Pal = palissade ou autres dispositifs non perméables à la vue – mixte = dispositif mixte (barrière, grille, claustras, plantations...) supporté par un mur bahut – Aj = claustras ou autres dispositifs à claire-voie – H = haies végétales) qui impose, pour certaines communes, des restrictions spécifiques sur les dispositifs de clôture autorisés.

Ces dispositions différenciées ne sont pas justifiées et génèrent des contraintes inégales d'une commune à l'autre. L'application d'une règle unique et claire permettrait ainsi de garantir une lecture homogène du règlement tout en assurant la préservation de la qualité paysagère et du cadre de vie.

À supprimer dans l'ensemble des zones concernées pour Saint-Vérand :

- Dans les communes suivantes, certains dispositifs de clôture ne sont pas admis (X) :

	sur voies et emprises publiques			en limites séparatives			
	mixte	Aj	H	Pal	mixte	Aj	H
L'Albenc	✓	X	✓	X	✓	X	✓
Beauvoir-en-Royans	✓	✓	✓	X	✓	✓	✓
Chasselay	X	✓	X	X	X	X	✓
Izeron	X	X	X	✓	X	X	X
Poliénas	✓	✓	✓	X	✓	✓	✓
Saint-Antoine-l'Abbaye	✓	X	✓	X	✓	X	✓
Saint-Appolinard	✓	X	✓	X	✓	✓	X
Saint-Hilaire-du-Rosier	✓	X	X	✓	✓	✓	✓
Saint-Lattier	✓	✓	X	X	✓	X	✓
Saint-Marcellin	X	X	✓	X	✓	✓	✓
Saint-Sauveur	✓	X	X	X	✓	X	✓
Saint-Vérand	✓	X	X	✓	✓	✓	✓
Têche	✓	X	X	X	✓	X	✓
Vatilieu	X	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Pal = palissade ou autres dispositifs non perméables à la vue – mixte = dispositif mixte (barrière, grille, claustras, plantations...) supporté par un mur bahut –

Aj = claustras ou autres dispositifs à claire-voie – H = haies végétales

1-5) Traitement des clôtures en zone A et N.

Il est nécessaire d'intégrer dans le règlement écrit du PLUi des prescriptions spécifiques sur le traitement des clôtures en zones A et N, en reprenant les principes déjà appliqués aux zones urbaines. Toutefois, afin de préserver l'activité agricole et la qualité paysagère de ces secteurs, ces clôtures doivent être limitées à l'emprise immédiate du bâtiment d'habitation existant. Cette disposition permettrait d'assurer un équilibre entre la nécessité de délimiter certains espaces privés et la préservation de l'activité agricole, des paysages et des continuités écologiques. L'intégration de ces prescriptions garantirait ainsi une harmonisation des règles sur l'ensemble du territoire tout en maintenant la vocation première des zones agricoles et naturelles.

La commune demande que le traitement des clôtures en zones A et N soit réglementé avec :

- en limite du domaine public et en limite séparative et avec une distance maximale de 50 m depuis le bâtiment d'habitation principal, les clôtures peuvent être composées de palissades ou de claustras, associés ou non à un mur bahut, ce dernier ne pouvant excéder 0,7 mètre de hauteur.
- au-delà d'une distance de 50 m du bâtiment d'habitation principal, les clôtures devront être traitées comme des clôtures « agricoles ».

2) Remarques sur les Emplacements Réservés (ER).

Afin de garantir une cohérence dans l'aménagement des modes de déplacement doux, il est nécessaire d'ajouter deux emplacements réservés (ER) dans les plans du document graphique du PLUi.

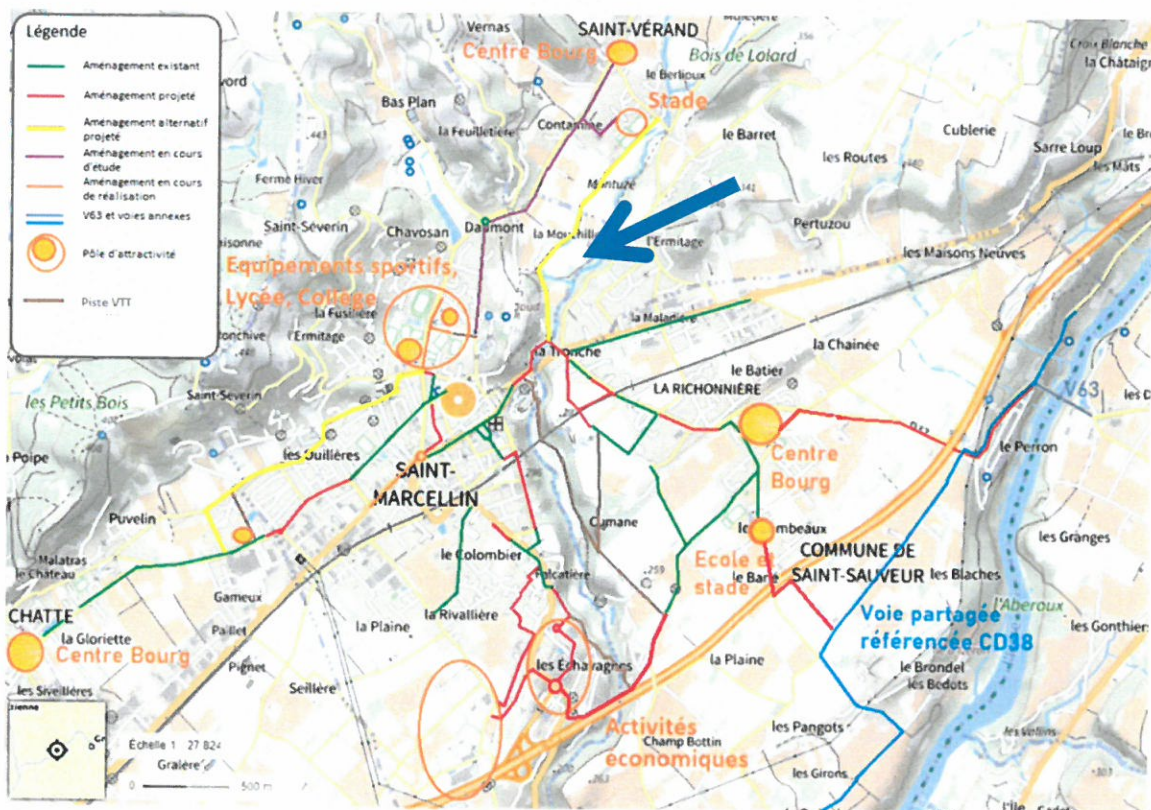
2-1) Prolongement de l'ER_sve_03 sur Saint Marcellin

Bien que cet emplacement réservé concerne la commune de Saint-Marcellin, en prolongement de l'ER_sve_03, il est issu d'une réflexion plus globale afin d'assurer la continuité de la voie verte définie dans le cadre des études menées par les communes de l'agglomération centrale.

Comme vous le savez Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté a assuré la maîtrise d'ouvrage d'une mission de maîtrise d'œuvre (MOE) « infrastructure » partielle comprenant les missions de diagnostic, d'études préliminaires et d'avant-projet sur plusieurs itinéraires cyclables dans le périmètre de l'aire d'attraction de l'agglomération de Saint-Marcellin (communes de Chatte, Saint-Marcellin, Saint-Sauveur, Saint-Vérand).



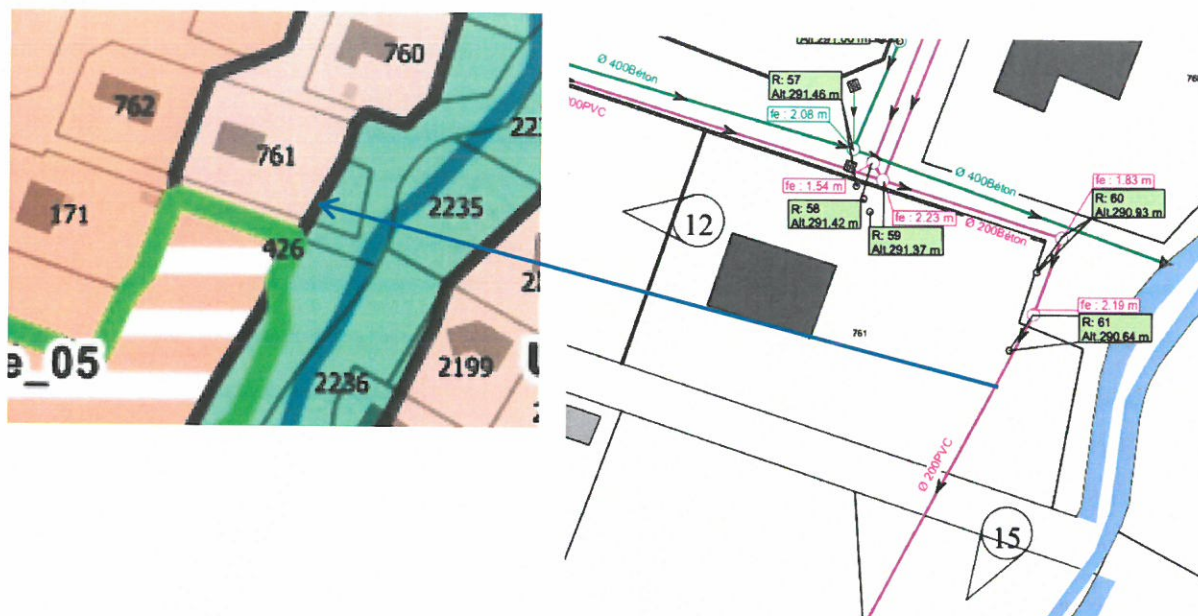
Carte d'ensemble des itinéraires



Sans cet aménagement, la connexion des itinéraires dédiés aux mobilités douces ne serait pas assurée, compromettant ainsi les enjeux de mobilité durable et de sécurisation des déplacements piétons et cyclistes.

2-2) Cheminement modes doux et maîtrise foncière pour la canalisation d'eaux usées

Le second concerne le secteur OD0761, où un emplacement réservé doit être localisé sur la canalisation d'assainissement appartenant à la Communauté de Communes. Ce nouvel ER est indispensable pour garantir à la fois le maintien et l'accessibilité de la canalisation, mais également pour permettre la réalisation d'un cheminement modes doux plus sécurisé. Son positionnement vise à offrir une alternative moins exposée aux aléas de la Cumane, contribuant ainsi à une meilleure résilience du réseau de circulation douce face aux contraintes environnementales.



L'ajout de ces deux emplacements réservés est donc essentiel pour répondre aux enjeux de mobilité, de sécurité et d'aménagement durable du territoire.

3) Les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL)

3-1) Centre équestre

Il existe une problématique d'équité de traitement entre les centres équestres sur le territoire de la Communauté de Communes. En effet, seul le centre équestre de Saint-Vérand est inscrit en secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL), ce qui lui permet d'exister et de se développer dans un cadre réglementaire adapté. Or, d'autres centres équestres présents sur le territoire ont soit été oubliés, soit intégrés en zone agricole sans possibilité de développement, ce qui crée une disparité de traitement et limite leur pérennité. Toutes les activités de la filière équine ne sont pas des activités agricoles, au sens de l'article L 311-1 du code rural.

Pour exemple, le centre équestre des 4 fers, situé sur Saint Marcellin, mais limitrophe à notre commune avec plusieurs terrains utilisés par cette structure qui sont sur notre commune, n'est pas couvert par un STECAL. Cette situation génère une inégalité d'opportunités entre les exploitants, alors que tous devraient pouvoir bénéficier d'un cadre réglementaire cohérent leur permettant d'exercer et d'évoluer dans des conditions similaires. Une harmonisation du zonage et une reconnaissance équitable de l'ensemble des structures équestres sont donc nécessaires pour garantir un traitement impartial et assurer le maintien de cette activité sur l'ensemble du territoire de la SMVIC.

Le règlement du STECAL Ae, doit permettre la possibilité de constructions nouvelles qui ne sont pas autorisées en zone agricole et qui permettent de compléter l'activité équestre, notamment les d'hébergements touristiques liées à l'activité du centre équestre. Ces possibilités de construire doivent être limitées à 200 m² d'emprise au sol.



3-2) Local Chasse

Il est nécessaire d'inscrire un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) afin de régulariser la construction existante du local de chasse, qui avait initialement été prévue dans le projet de PLUi. En effet, en zones agricoles et naturelles, seules les constructions nécessaires aux activités agricoles, forestières ou aux équipements collectifs compatibles avec ces activités peuvent être autorisées. Or, bien que la chasse soit reconnue comme une activité à caractère environnemental, culturel, social et économique, contribuant à l'équilibre agro-sylvo-cynégétique, le local de chasse constitue également un lieu de rencontre et de vie pour les membres de l'ACCA. Dès lors, il est nécessaire de définir un cadre réglementaire adapté, permettant de sécuriser la présence de ce bâtiment existant tout en garantissant une cohérence avec les règles d'urbanisme en vigueur. L'inscription d'un STECAL assurerait ainsi une reconnaissance formelle du local et éviterait toute remise en cause future de son occupation.

Cette demande avait été faite lors de l'élaboration du PLUi, et a été supprimée dans le PLUi arrêté. Est-ce une erreur matérielle ? La commune demande de corriger cette omission, en intégrant un STECAL.



Extrait zonage avant arrêté.

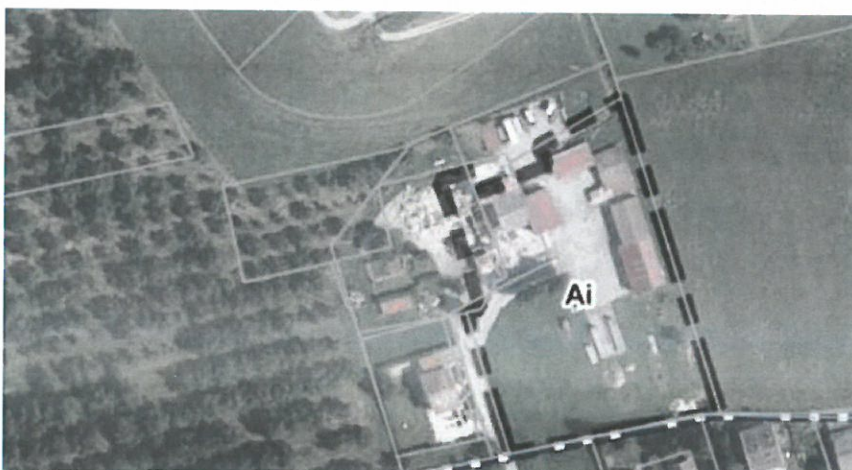
3-3) STECAL à vocation mixte (activité de transports et activité agricole)

Ce secteur est particulier puisqu'il héberge sur le même site une société de transports routiers et transports express avec des bureaux et des équipements pour l'activité de transports, mais également des bâtiments agricoles. En effet, il y a une installation agricole et un bâtiment nécessaire au stockage et à l'entretien de matériels agricoles par la CUMA du secteur.

Le règlement associé à ce STECAL est inopérant et doit être modifié pour prendre en compte les projets pouvant se développer sur ce site.

La commune de demande de modifier les règles de ce STECAL, en intégrant :

- dans les destinations autorisées : 1° Exploitation agricole et forestière
- l'emprise au sol totale des constructions nouvelles à compter de l'approbation du PLUi ne peut excéder 1000 m² tout usage confondu.



3-4) STECAL à vocation mixte (habitation existante et activité artisanale pour menuiserie)

Ce tènement accueille une maison d'habitation existante qui a été rénovée, et l'atelier d'une menuiserie. Pour permettre son développement mesuré, il est prévu un STECAL permettant d'encadrer l'évolution de la construction existante autre que l'habitation. La commune de demande de modifier les règles de ce STECAL, en intégrant :

- dans les destinations autorisées : vocation artisanale possible pour un atelier de menuiserie
- l'emprise au sol totale des constructions nouvelles en extension à compter de l'approbation du PLUi ne peut excéder 50 m².



4) Demande de rectifications d'erreurs sur le règlement graphique :

4-1) Changements de destination

Lors de l'élaboration du PLUi, notre commune avait transmis une liste de bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination, conformément aux orientations définies pour la préservation et la réutilisation du bâti existant. Cependant, l'ensemble de ces bâtiments n'a pas été intégré dans le document arrêté. Afin de garantir une cohérence dans l'application des règles d'urbanisme et d'éviter une inégalité de traitement entre les différentes communes, nous demandons que ces bâtiments oubliés soient expressément désignés dans le PLUi, en cohérence avec les critères retenus lors de nos différents échanges. Leur prise en compte doit permettre de préserver le patrimoine bâti tout en répondant aux besoins d'évolution du territoire.

Cette erreur matérielle doit être corrigée.

Les 5 bâtiments ci-dessous doivent être désignés comme pouvant faire l'objet d'un changement de destination avec comme destination autorisée l'habitation et l'hébergement touristique. Ces 5 bâtiments sont déjà identifiés comme pouvant changer de destination dans notre PLU en vigueur aujourd'hui.





Ce dernier bâtiment repéré au titre de l'article L 151-11 comme pouvant changer de destination concerne une habitation existante avec des dépendances. Ce changement de destination doit pouvoir permettre la création de gîtes à vocation touristique, qui va au-delà de la chambre d'hôte.



4-2) Secteur de Pertuzou

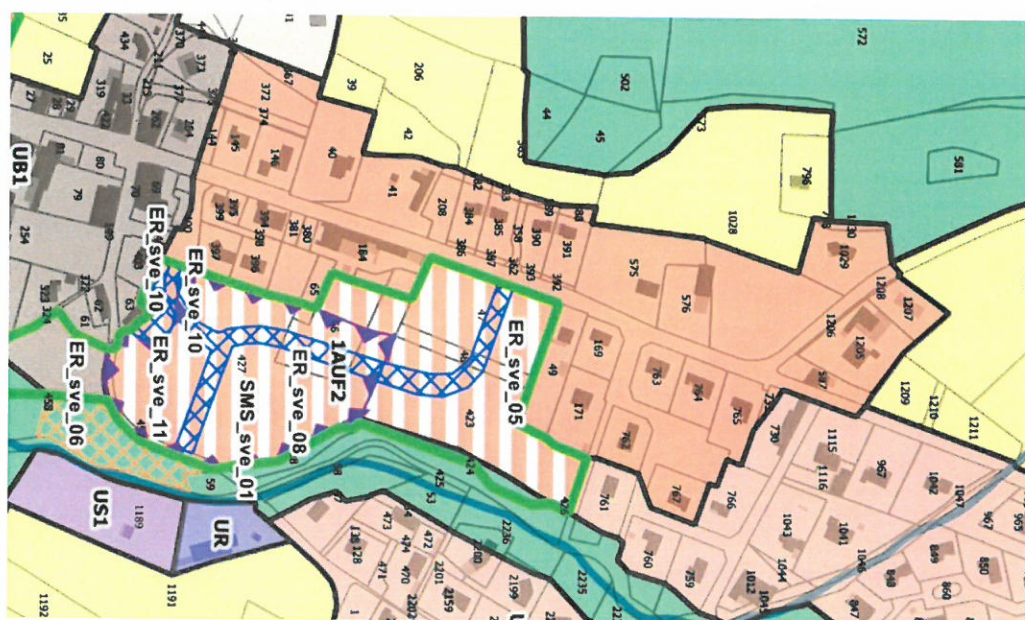
Les « bandes » zonées en UF2 sont à supprimer le long de la parcelle 1741.



Classer les parcelles 2579, 2580 et 1741 en zone naturelle qui correspond mieux à l'usage du sol actuel majoritairement occupé par des arbres variés.

4-3) Centre village.

Il semblerait que la zone en orange soit classée en zone UF1 au règlement graphique, mais il manque l'étiquette.



Il est demandé de reconsidérer le zonage actuellement retenu (UF1) pour ce secteur afin de le classer en zone UF2, plus adaptée à la réalité du tissu urbain existant. En effet, cette zone est aujourd'hui majoritairement constituée de lotissements anciens. Le maintien d'un zonage UF1 est inadapté au vu de la hauteur de 10 mètres à l'égout de toiture et 13 mètres au faîtage dans le cas de toitures en pente. Le passage en UF2 permettrait ainsi de mieux encadrer l'évolution future de la zone, tout en assurant une cohérence réglementaire et morphologique avec son environnement bâti, sur ces terrains essentiellement en amont de la RD 518.

4-4) Terrains sur le coteau au carrefour de la RD 518 et RD 71

Il est demandé de revoir le zonage du PLUi afin de maintenir, sur ce secteur, le périmètre du zonage UB du PLU approuvé en 2014. L'agrandissement de la zone constructible proposé dans le PLUi n'apparaît pas justifié, d'autant que le terrain nouvellement classé en zone UF1 présente des contraintes d'accessibilité importantes. En effet, les constructions déjà réalisées ou autorisées en aval limitent fortement la possibilité de créer une voie de desserte adaptée, compromettant ainsi la faisabilité d'un développement cohérent et sécurisé de cette zone. Le maintien du zonage UB permettrait de préserver l'équilibre urbain existant, d'éviter une urbanisation difficilement réalisable et d'assurer une meilleure prise en compte des contraintes locales, tout en respectant les principes de préservation des ENAF en extension.



Demande de rectifications d'erreurs sur le règlement graphique :

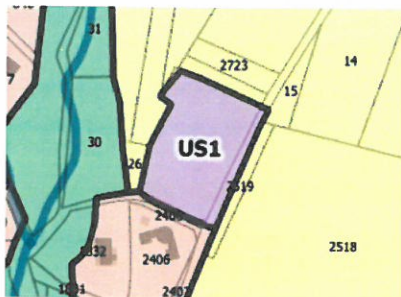
4-5) Secteur « Feuilletière » :

Une Déclaration préalable de division en vue de construire a été accordée le 8 décembre 2020 au lieudit « Feuilletière » sur les parcelles cadastrées section D n°1202 à 1204, devenues section D n°1221 et 1222. Ces parcelles sont à réintégrer à la zone UF2 limitrophe.



4-6) Secteur Cimetière

Il est nécessaire d'agrandir la zone US1 sur la parcelle limitrophe n°2723 qui correspond à l'agrandissement du cimetière réalisé il y a quelques années.



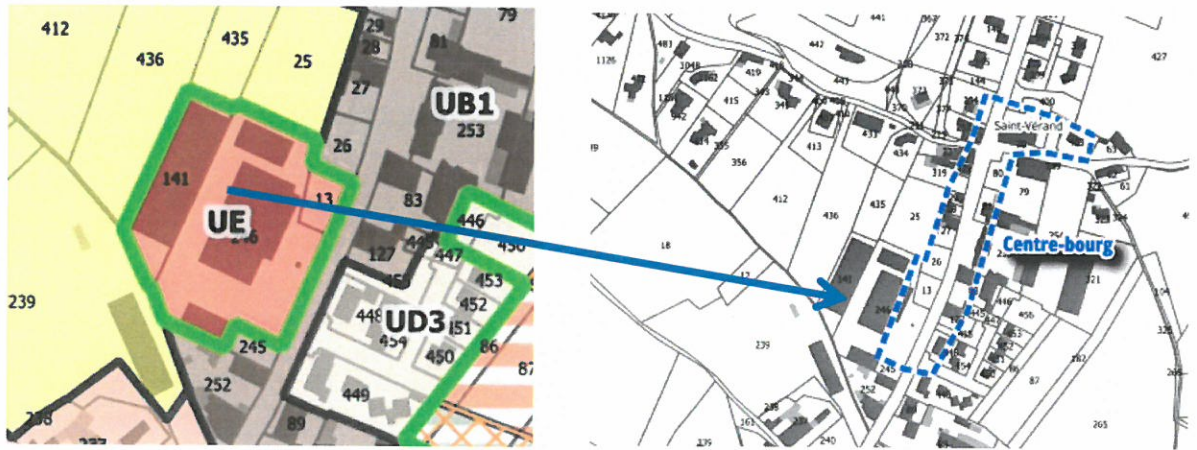
4-7) Secteur Maladière

Il est demandé de revoir le zonage du PLUi afin de maintenir, sur ce secteur, le périmètre initial du zonage UB du PLU approuvé en 2014. L'agrandissement de la zone constructible proposé dans le PLUi n'apparaît pas justifié, d'autant que le terrain présente une forte pente et une couverture boisée à préserver.



5) Atlas E : Diversité Commerciale, zoom 9 Saint-Vérand

Il est demandé de modifier le périmètre inscrit à l'Atlas E : Diversité Commerciale, zoom 9 Saint-Vérand, afin d'y inclure l'ensemble de la zone UE couverte par une OAP. En l'état actuel, le périmètre défini semble trop restrictif, ce qui pourrait entraîner un contournement des objectifs de dynamisation commerciale en permettant à certains rez-de-chaussée commerciaux d'échapper à cette réglementation. L'extension du périmètre à l'ensemble de la zone concernée garantirait une meilleure cohérence entre les orientations de l'OAP et la diversité commerciale souhaitée.

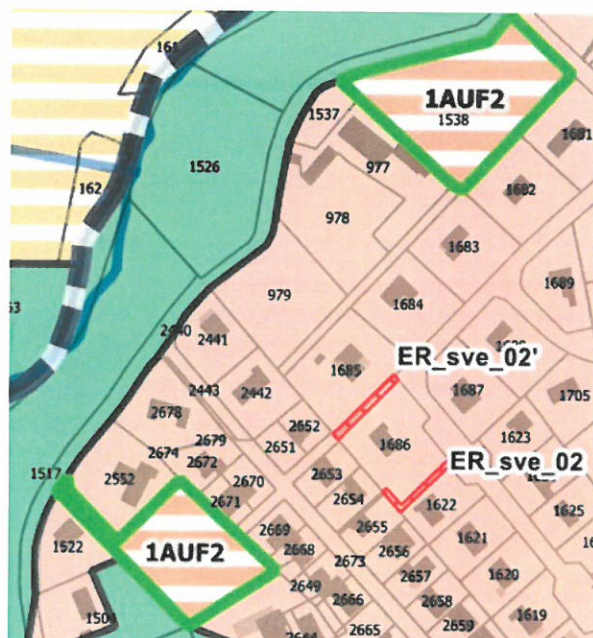


Il est nécessaire d'agrandir le périmètre sur l'ensemble de la zone UE.

6) Les OAP

6-1) OAP 2 « CLOS DE LA MALADIÈRE » et OAP 3 « THUYAS »

La densité prévue sur les secteurs concernés par les OAP (47 logements/ha et 40 logements /ha) apparaît excessive au regard du tissu urbain existant. Afin d'assurer une insertion harmonieuse des futurs aménagements et de préserver la qualité du cadre de vie, il est demandé de réduire cette densité à 30 logements par hectare, seuil plus cohérent avec les caractéristiques bâties et paysagères du secteur. Cette révision permettrait de mieux respecter l'identité du tissu urbain tout en garantissant un développement maîtrisé et adapté aux capacités d'accueil réelles du territoire.



6-2) Le centre-bourg (OAP n°1)

Cette OAP concerne un secteur d'aménagement identifié de longue date, dès le POS, comme un espace stratégique pour le développement du bourg. Les principes d'aménagement annoncés reprennent dans l'ensemble les intentions portées par la commune, notamment en matière de continuité urbaine et de qualité paysagère et de gestion des eaux pluviales. Toutefois, certaines dispositions méritent d'être ajustées afin de garantir une pleine cohérence avec les objectifs communaux en matière de structuration du centre-bourg, de densité maîtrisée et de respect du tissu existant. Ces corrections sont indispensables pour que l'OAP réponde pleinement aux enjeux d'un aménagement harmonieux et durable de ce secteur central.

Le secteur d'OAP peut-être divisé en 4 sous-secteurs :

Sous-

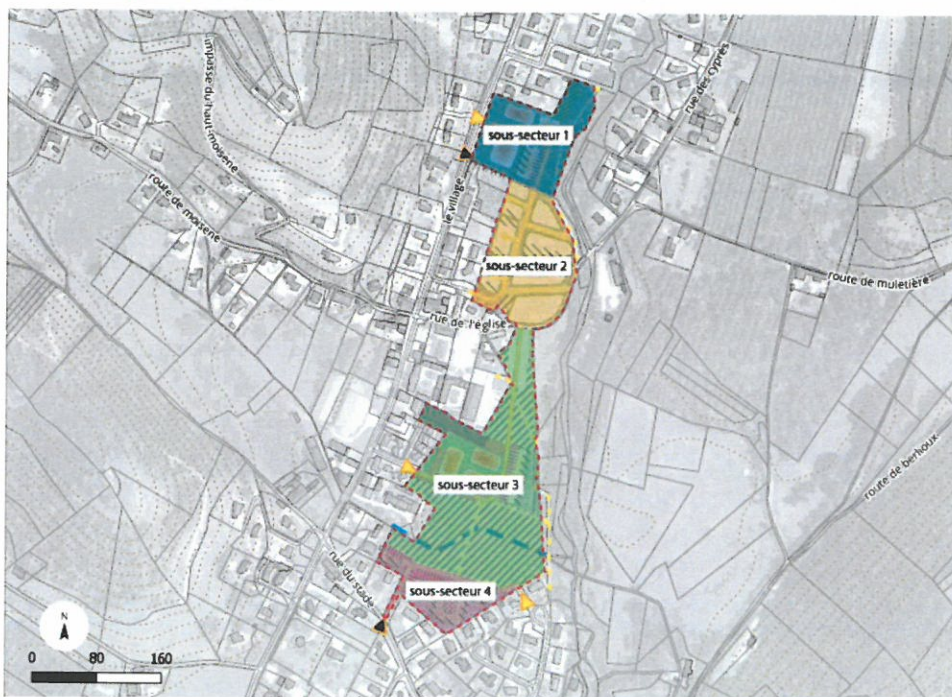
Sous-secteur 1 au nord de l'OAP,

Sous-secteur 2 entre le sous-secteur 1 et la rue de l'église, faisant l'objet d'un permis d'aménager accordé,

Sous-secteur 3 sous la rue de l'église, à l'est de l'école,

Sous-secteur 4 au sud de l'OAP

Localisation des sous-secteurs



secteur 4 - Secteur A. (urbanisation long terme)

Classement en zone AUF2, ouverture à l'urbanisation : opération d'ensemble sur la totalité des terrains de cette zone AUF2.

Ce secteur situé dans le tissu urbain existant, doit permettre une urbanisation en couture avec le lotissement des charmilles. Accès rue du stade et lot les Charmilles. **10 logements individuels ou intermédiaires.**

La voie de desserte devra être suffisamment apaisée pour permettre des traversées piétonnes régulières en direction du parc urbain correspondant à l'emplacement réservé ER_sve_01.

Le parc urbain est un espace public à valoriser dans le cadre de la conception de cette continuité urbaine du lotissement des charmilles. Les constructions et leurs implantations devront prendre en compte les aléas présents sur ce secteur.

Prévoir de maintenir l'accès à la « ferme historique », repérée comme patrimoine intéressant.

Les stationnements seront à 50% en ouvrage ou couvert (carport, mobilier de type ombrière, etc...).

Sous-secteur 3 - Secteur B

Classement en zone N, correspondant à l'emplacement réservé ER_sve_01.

L'aménagement du parc, qui est situé dans l'enveloppe urbaine du centre bourg de Saint-Vérand, répond à deux objectifs : aménager un espace de loisirs et créer un grand ouvrage de gestion des eaux pluviales du quartier.

Le parc urbain à créer en interface entre les deux zones AUF2, destinées au développement urbain du centre-bourg, sera aménagé au cœur de cette opération. Son implantation s'inscrit dans une démarche intégrée visant à concilier gestion des eaux pluviales, protection contre les risques hydrauliques et valorisation paysagère. Le travail mené en collaboration avec le SYMBHI a pour objectif de définir les mesures et solutions adaptées pour permettre aux eaux pluviales et au ruisseau de Moïsène de transiter de manière maîtrisée à travers le parc. Le scénario retenu prévoit le recalibrage du ruisseau à ciel ouvert, assurant ainsi une meilleure régulation des écoulements et renforçant la protection des constructions existantes contre les aléas hydrauliques. Ce parc deviendra ainsi un véritable îlot de fraîcheur et de biodiversité, contribuant à l'amélioration du cadre de vie du centre-ville tout en favorisant une gestion durable des ressources naturelles.

Le parc urbain constitue un lieu vivant qui s'inscrit dans la dynamique de d'aménagement du quartier, en tirant parti de la restauration de la Moisène et de l'intégration du parcours à moindre dommage. Il joue un rôle majeur dans le stockage et la régulation des eaux de ruissellement du quartier par un travail de nivellement fin.

L'intégration du ruisseau de Moisène et du parcours à moindre dommage au sein du quartier doit offrir aux habitants un espace de proximité, tout en contribuant à la gestion des eaux pluviales. La gestion en surface des écoulements doit mettre en valeur le parcours de l'eau.

Sous-secteur 3 - Secteur C (urbanisation moyen/long terme)

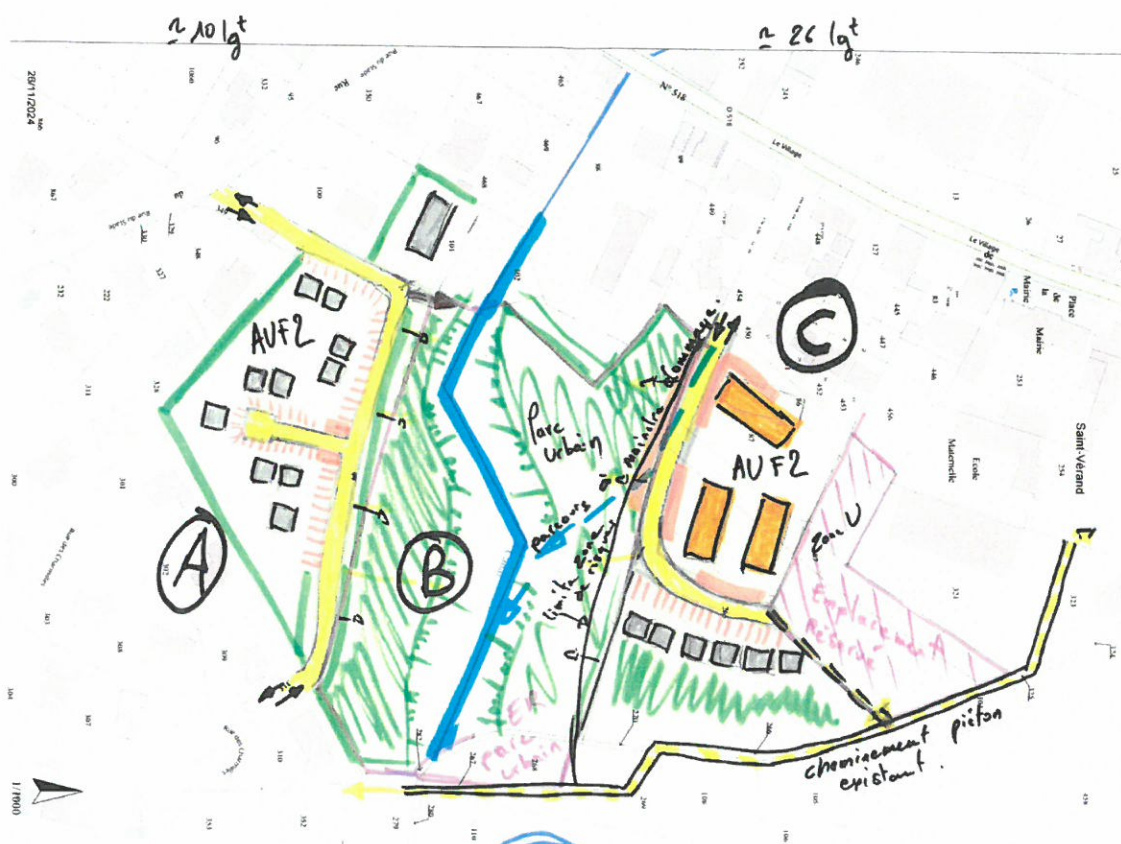
Classement en zone AUF2, ouverture à l'urbanisation : **opération d'ensemble sur la totalité des terrains de la zone AU.**

L'accès est réalisé par la voie communale « rue des Amarinières ». Cet accès devra permettre le cheminement de l'eau dans le cadre du parcours à moindre dommage en continuité de celui présent « rue des Amarinières ». Ce parcours à moindre dommage devra être intégré dans l'aménagement et devra rejoindre et s'intégrer au parc urbain.

Programmation : 20 logements en collectif ou intermédiaire R+1+ attique, traversants est/ouest ou nord/sud, avec stationnement en surface et 5 à 6 logements individuels ou intermédiaires à l'ouest de la voirie

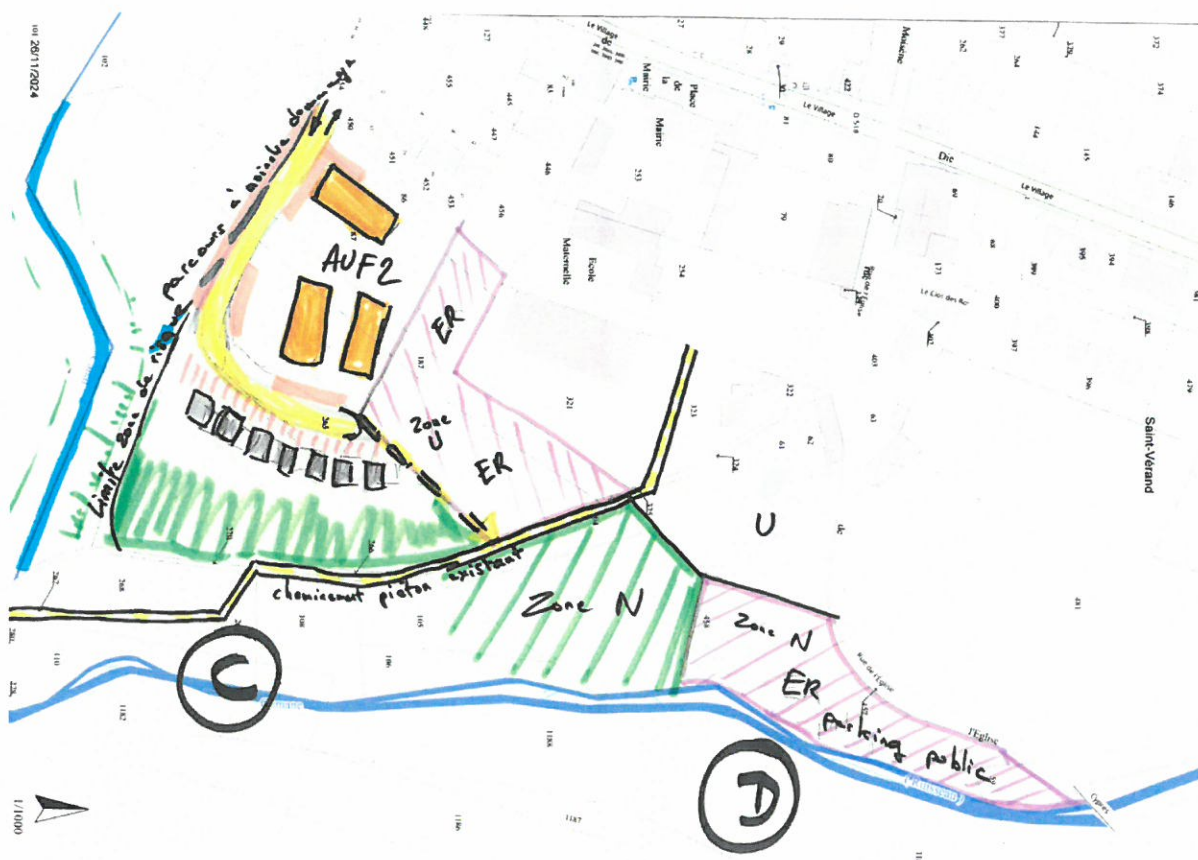
Jonction chemin piéton existant depuis la voie de desserte. Maintien du cheminement piétons / cycles existant en direction de l'école. Les aménagements devront prévoir au minimum un accès à ce cheminement doux. Réserve foncière au sud et à l'ouest de l'école pour permettre une éventuelle extension du pôle des équipements scolaires et périscolaires.

Les stationnements seront à 50% en ouvrage ou couvert (carport, mobilier de type ombrière, etc...).



Sous-secteur 3 - Secteur D

Classement en zone N. Emplacement réservé sur une partie de la zone pour créer un parking public qui devra être en interface avec la ripisylve de la Cumane et la zone naturelle. L'équipement public devra intégrer les liaisons douces en direction des cheminements existants pour inciter à l'utilisation de ces mobilités douces et en directions des équipements communaux (mairie, écoles, salles des fêtes, équipements sportifs, terrains de boules, etc...)



Sous-secteur 2 - Secteur E (urbanisation court terme)

Classement en zone AUF2. L'ouverture à l'urbanisation se fera au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'équipements internes à la zone AU, et qui permettront de desservir l'ensemble de la zone.

La programmation prévoit la création d'une quarantaine de logements principalement en logements accolés ou intermédiaires et de petits collectifs à vocation principale d'habitat. Cette zone 1AU fait l'objet d'un périmètre de mixité sociale qui prévoit 20 % de logements sociaux. Elle se développe dans le prolongement immédiat de secteurs déjà urbanisés. L'urbanisation sera faite sous la forme d'une opération compatible avec l'orientation d'aménagement et de programmation. Le programme de construction à usage de logements représente environ 43 logements dont 20% de logements sociaux :

- 17 lots individuels ;
- 20 logements collectifs ou intermédiaires dont 8 PSLA ou locatifs sociaux ;
- 6 logements intermédiaires ;

Des périmètres de pré-localisation des équipements publics sont inscrits au plan de zonage.

La densité moyenne prévue est d'environ 30 lgts/ha, avec des constructions de type R+1+attique.

Le quartier doit être perméable au mode doux pour réduire l'usage de la voiture et permettre l'accès facilité au réseau attractif et sécurisé de déplacements doux piétons et cycles existant le long de la Cumane.

Les stationnements seront à 50% en ouvrage ou couvert (carport, mobilier de type ombrière, etc...).

Le mur existant avec couverture de type « lauze » fait partie de l'image secteur, il importe donc que sa préservation et sa restauration, soient intégrées aux aménagements.

Sous-secteur 3 - Secteur F (urbanisation moyen terme)

Classement en zone AUF2. L'ouverture à l'urbanisation se fera au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'équipements internes à la zone AU, qui permettront de desservir l'ensemble de la zone et seront réalisées à moyens terme.

La programmation prévoit la création d'une trentaine de logements principalement en logements accolés ou intermédiaires et de petits collectifs à vocation principale d'habitat. Elle se développe dans le prolongement immédiat de secteurs déjà urbanisés, avec un accès direct à la route départementale 518 et à l'opération précédente rue de l'église. L'urbanisation sera faite sous la forme d'une opération compatible avec l'orientation d'aménagement et de programmation.

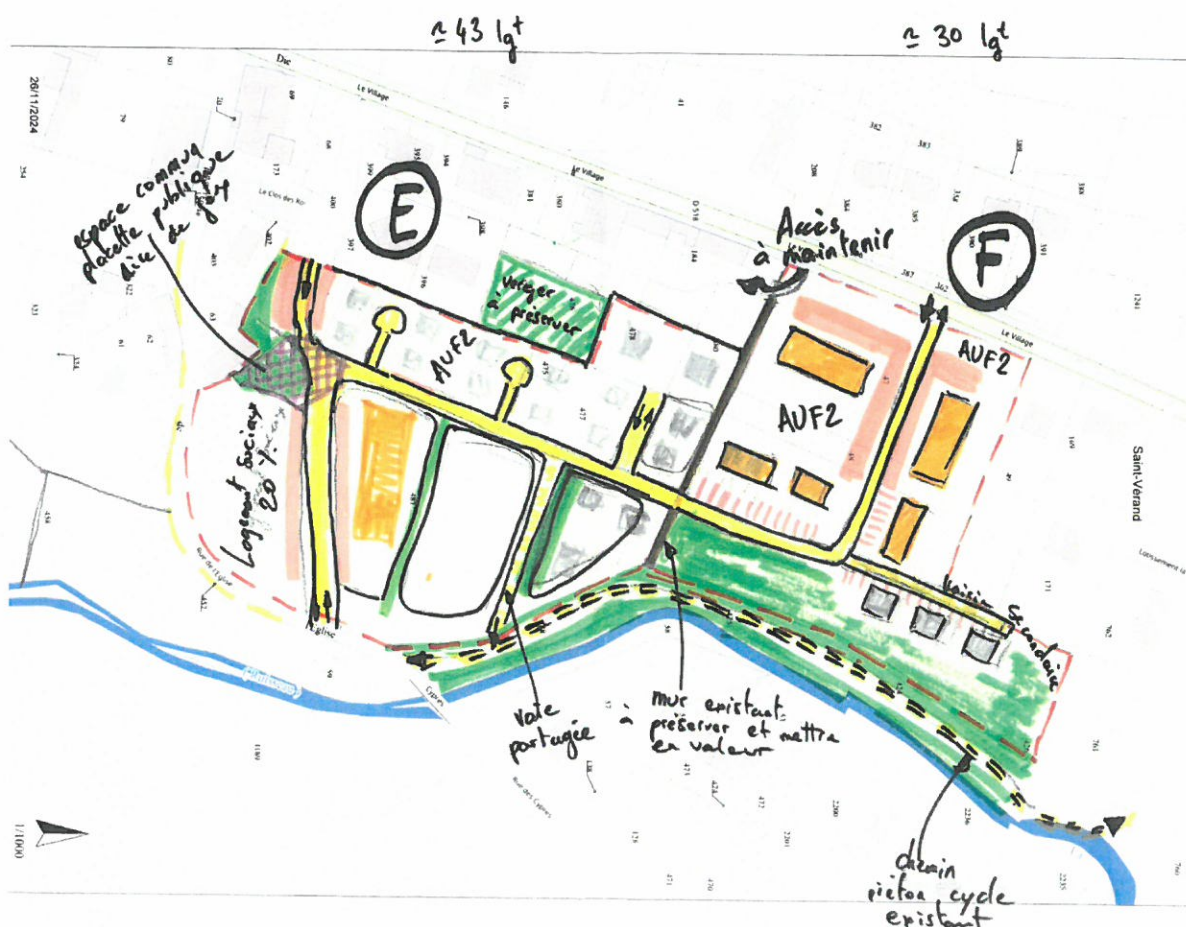
Programmation : 20 logements en collectif ou intermédiaire R+1+ attique, avec stationnement en surface et une dizaine de logements individuels ou intermédiaires. La densité moyenne prévue est d'environ 30 lgts/ha.

Un périmètre de pré-localisation des équipements publics est inscrit au plan de zonage, pour la réalisation de voirie structurant de la zone. L'ouverture à l'urbanisation ne pourra être effective qu'après réalisation de cette voirie par la collectivité.

La composition du quartier, les formes urbaines et l'aménagement des espaces extérieurs (privés et publics) du projet devra prendre en compte la trame urbaine, les liaisons douces existantes, et la place du végétal en bordure de Cumane. L'aménagement devra participer à la valorisation d'un cadre de vie agréable pour le quartier.

Les stationnements seront à 50% en ouvrage ou couvert (carport, mobilier de type ombrière, etc...).

Le mur existant avec couverture de type « lauze » fait partie de l'image secteur, il importe donc que sa préservation et sa restauration, soient intégrées aux aménagements.



6-3) OAP 4 « SAINT-VÉRAND 4 »

Cette OAP concerne un secteur d'aménagement identifié de longue date, située sur une ancienne friche industrielle en plein cœur de bourg. Les principes d'aménagement annoncés reprennent dans l'ensemble les intentions portées par la commune, néanmoins quelques corrections sont indispensables pour que l'OAP réponde pleinement aux enjeux de ce secteur de cœur de bourg. La commune souhaite donc compléter l'OAP 4 par les éléments suivants :

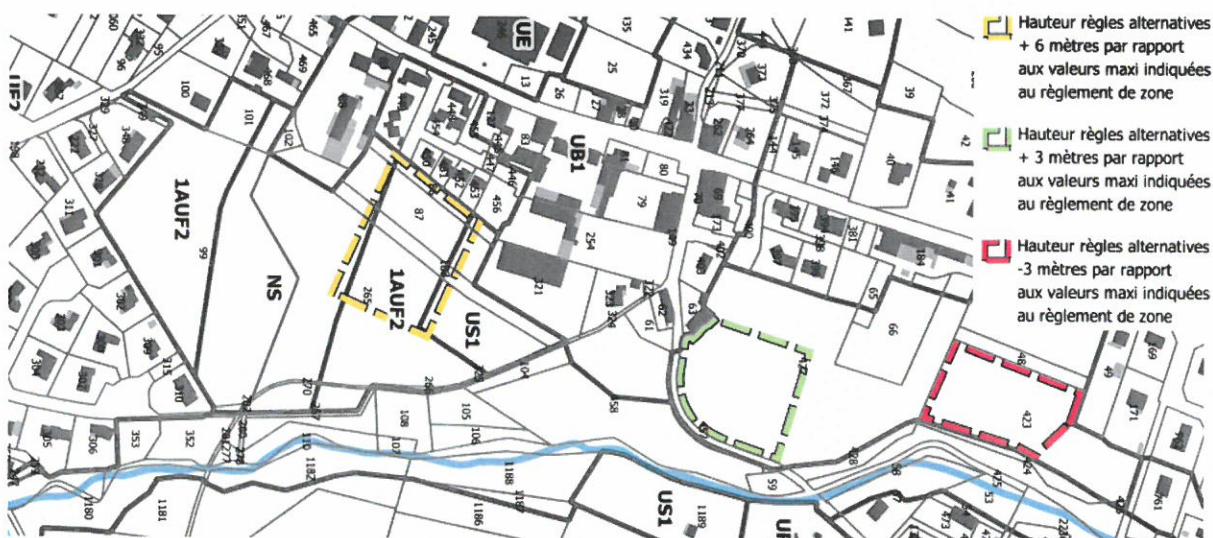
- Répondre aux besoins actuels et à venir de la population en proposant une offre de logements accompagnant les parcours résidentiels des habitants et offrant des alternatives à l'habitat individuel classique que l'on trouve sur la commune : **la priorité est donnée aux logements adaptés aux personnes âgées autonomes, les hébergements collectifs, accompagnés de services annexes en RDC du bâtiment de front de rue tels restauration, animation, soins médicaux et de bien-être, services à la personne, etc...**
- Conforter le cœur de village déjà constitué des grands équipements et services publics communaux par l'accueil d'activités et de services de proximité au bénéfice de l'ensemble des habitants.
- Agir en faveur de l'équilibre social et intergénérationnel en proposant une offre de logements adaptée aux besoins.
- Améliorer l'image du cœur de village par une requalification urbaine et paysagère de cette friche artisanale.
- Proposer une densité urbaine avec des hauteurs adaptées, notamment en toitures plates. **Moduler les épannelages : R+2+Attique pour l'immeuble sur rue et R+3+Attique pour les immeubles situés à l'arrière.**
- Prévoir le stationnement suffisant pour les besoins des futurs habitants mais aussi des usagers des activités installées.
- Intégrer le « chemin de l'eau » par l'aménagement de la voirie interne de manière à conserver le parcours de moindre dommage de l'écoulement des eaux de ruissellement et de débordement du canal ; et par un traitement des espaces libres qui favorise l'infiltration.

Il est à noter que ce secteur d'aménagement a fait l'objet de plusieurs échanges avec la SMVIC, le RTM et le service Risques de la DDT de l'Isère lors du « porter à connaissance » de la nouvelle carte des aléas. En effet, la connaissance du risque ayant évolué par rapport au PLU de 2014, il était nécessaire de connaître les prescriptions pouvant être imposées à un porteur de projet au titre de l'article R 111-2 (possibilité d'assortir le permis de construire de prescriptions spéciales afin qu'il soit tenu compte des préoccupations légitimes de salubrité et de sécurité publiques). La prescription de surélévation était de 50 à 60 cm du premier plancher pour tenir compte de la modélisation du SYMBHI et des potentiels aggravants de type embâcles, dépôts, etc...

Nous notons que le règlement impose cette surélévation à 60 cm.

6-4) Plan des Formes Urbaines (PFU)

La municipalité souhaite que les règles associées au Plan des Formes Urbaines (PFU), qui définissent des prescriptions alternatives concernant la hauteur des constructions dans les secteurs d'OAP du centre-bourg, soient supprimées. En effet, ces dispositions ne sont pas en accord avec les principes d'aménagement définis par la commune pour ces secteurs stratégiques. La planification urbaine du centre-bourg repose sur une approche cohérente visant à préserver l'identité du tissu existant, tout en permettant une densification maîtrisée et adaptée nos enjeux locaux. Le maintien des règles du PFU introduit la possibilité de construire des bâtiments d'une hauteur inadaptée au contexte urbain, risquant de nuire à la cohérence architecturale et fonctionnelle souhaitée. La suppression ou son adaptation (au vu des éléments ci-dessus) de ces prescriptions garantirait une meilleure intégration, tout en respectant les ambitions portées par la commune de Saint-Vérand pour le développement du centre-bourg.

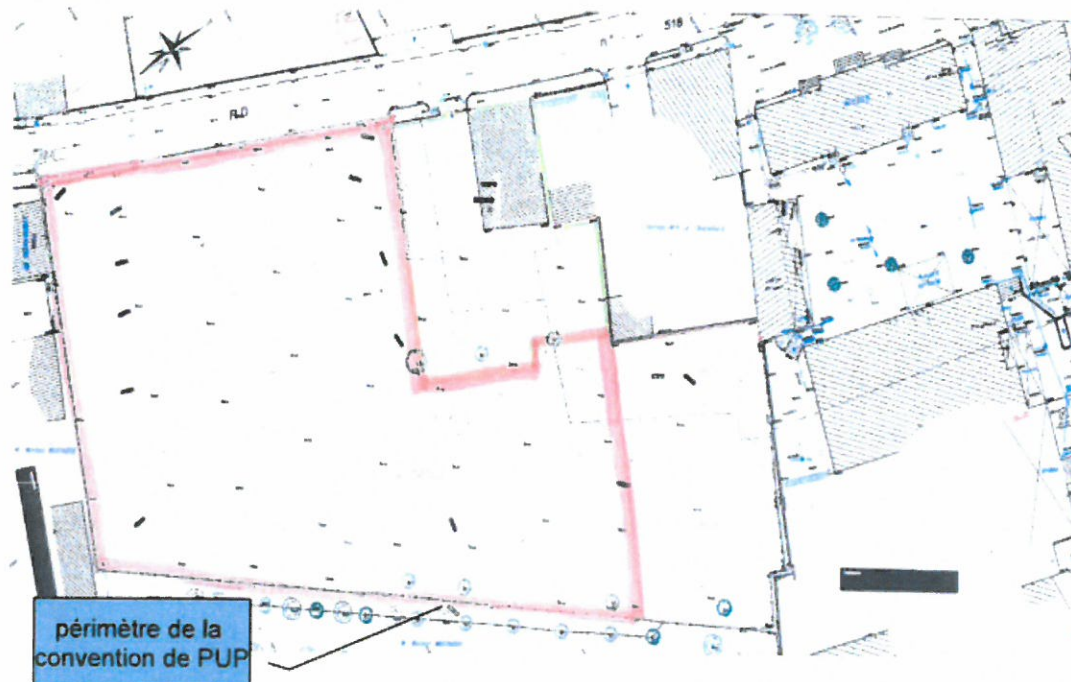


ANNEXES du PLUi

En application des dispositions de l'article L.332-11-3 du code de l'urbanisme, une convention de projet urbain partenarial (PUP) a été signée le 5 décembre 2017, le périmètre de cette convention est à joindre en annexe du PLUi.

Article 2 : Périmètre fixé par la convention de PUP :

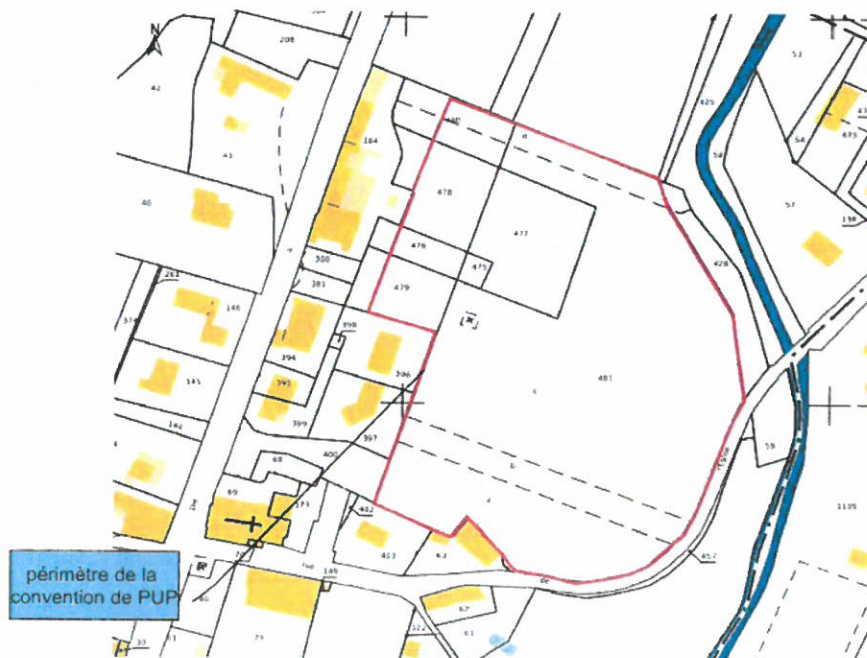
Les terrains concernés par le périmètre de la convention de PUP est délimité sur le plan ci-dessous (liseré rose), parcelles AB 85. La superficie totale des terrains représentent une surface d'environ 2651 mètres carrés



De même pour la convention de projet urbain partenarial (PUP) qui a été signée le 14 juin 2024 par Saint Marcellin Vercors Isère Communauté (SMVIC) et la commune de Saint-Vérand en qualité de maître d'ouvrage des équipements publics rendus nécessaires par l'opération d'aménagement.

Article 2 : Périmètre fixé par la convention de PUP :

Les terrains concernés par le périmètre de la Convention sont délimités sur le plan ci-dessous (liseré rouge), parcelles AB 475, 477, 476 pour partie, 478 pour partie, 479 pour partie, 480 pour partie et 481 (a),(b), (c) et (d). La superficie totale des terrains représente une surface d'environ 16 950 mètres carrés.



**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**
séance du 08/04/2025

Nombre membres

En exercice 14

Présents 12

Votants 13

Date de la convocation : 31/03/2025

2025 - 006

L'An deux mil vingt-cinq, le huit avril à vingt heures, le Conseil Municipal de Têche, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Philippe CHARBONNEL, Maire.

Présents : Mmes et Mrs CHARBONNEL Philippe, BURTIN Hubert, JOBIN David, FALQUE Jean-Pierre, MATHON Sébastien, MARCHAND Anny, GLÉNAT Alix, VERNET Jean-François, Aurore MOISSON, ROUX Jean-Jacques, MATHON Yolène, BUISSON Julien

Absents : Aurélien ROULAIN, BLANC Marie-Laure (pouvoir donné à Anny MARCHAND)

A été nommée secrétaire : BURTIN Hubert

**Avis du Conseil Municipal de Têche sur le Plan Local d'urbanisme
intercommunal SMVIC arrêté par le conseil communautaire de SMVIC le 06
février 2025**

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

038-213805005-20250408-2025-006-DE
Date de télétransmission : 28/04/2025
Date de réception préfecture : 28/04/2025

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- Souhait de reprendre les réflexions sur l'OAP du secteur Les Planes, pour mieux travailler le phasage et garantir une meilleure prise en compte des eaux pluviales.

Accusé de réception en préfecture
038-213805005-20250408-2025-006-DE
Date de télétransmission : 28/04/2025
Date de réception en Préfecture : 28/04/2025

DECISION

Le conseil municipal de TÊCHE après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.

Pour copie conforme,
Le Maire,
Philippe CHARBONNEL



Accusé de réception en préfecture
038-213805005-20250408-2025-006-DE
Date de télétransmission : 28/04/2025
Date de réception préfecture : 28/04/2025

DÉLIBÉRATION 2025-048
DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 16 avril 2025

Nombre de membres

En exercice	15
Présents	11
Votants	15

Date de la convocation : 11.04.2025

L'An Deux Mil Vingt-Cinq, le seize avril à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de Varacieux, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de M. Denis CHEVALLIER, Maire.

Présents : Denis CHEVALLIER, Jean-Pierre DETROYAT, Thierry NICOUD, Lionel AVIT, Sébastien CALLET, Jocelyne COTTE, Christian FERROUILLAT, Emmanuel NICOUD, Justine REY, Thierry RUF, Cédric VEYRET.

Formant la majorité des membres en exercice.

Procuration : André ROJAT donne procuration à Thierry RUF
Véronique GERMAIN donne procuration à Jocelyne COTTE
Sandrine MARGAILLAN donne procuration à Lionel AVIT
Sylvie SEYSSEL donne procuration à Jean-Pierre DETROYAT

A été nommé secrétaire de séance : Justine REY

Délibération pour rendre un avis sur le PLUI arrêté le 6 février 2025 par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

COMMUNE DE VARACIEUX

Département de l'Isère

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à L. 153-15, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont eu la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Envoyé en préfecture le 05/05/2025

Reçu en préfecture le 05/05/2025

Publié le

ID : 038-213805237-20250416-VARA2025048-DE



COMMUNE DE VARACIEUX

Département de l'Isère

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal a fait part des observations suivantes.

Ces observations devront faire l'objet d'une analyse fine, afin d'une possible réintégration au projet PLUi.

Première observation :

Le projet de l'OAP des Combes a fait l'objet de quelques modifications :

La gestion des eaux pluviales doit être un point de vigilance primordiale afin « d'éviter après l'urbanisation tous désordres pour la zone UD en aval »

Il faut permettre à cette OAP de conserver des bâtis dans le respect des qualités architecturales locales afin d'offrir aux futurs acquéreurs un choix de terrains et de bâtis individuels, individuels groupés ou en étages, en locatif ou en accession à la propriété et répondre à un maximum de demandes.

Deuxième observation :

Notre commune comporte beaucoup d'ancienne « petites fermes » avec des bâtiments agricoles traditionnels de qualité (étables, granges, fours, etc, ...) n'ayant plus aucune activité à ce jour et depuis longtemps. Bâtiments pour lesquels les propriétaires ont accepté de procéder à un changement de destination dans le cadre du PLUi afin de les réhabiliter en logement. Cependant, de nombreux dossiers ont été refusés pour différentes raisons (carte des aléas, activité agricole en cours, ...).

Nous avons établi une liste des dossiers que nous souhaitons voir réétudier au cas par cas et réintégrer. Leur élimination ne nous semble pas toujours très justifiée.

Liste des parcelles dont nous souhaitons une nouvelle étude

Parcelle	Adresse
A649	201 Impasse du Caillou
A276	750 Chemin de la Perraudière
B641	200 Impasse de Chironnay
B605	155 Impasse des Bambous
C234	1425 Route d'Essemat
E115	356 Route de la Vieille Eglise
D 0008	177 Chemin du Foity
D74	191 Impasse des Fougères
A481	188 Route des Chambarans
A305	246 Chemin de la Perraudière
C908	465 Chemin du Mollard

Troisième observation :

Nous souhaiterions également que soit réétudiée et réintégrée, dans le projet PLUi, la zone pressentie UF2 au lieu-dit Chironnay en bordure de la départementale D155 en face du terrain de sport qui a fait l'objet d'un avis défavorable de la commission CDNPS à l'automne dernier. Alors qu'elle nous semble tout à fait opportune à proximité d'une zone déjà urbanisée, n'ayant aucun impact sur l'agriculture et étant pourvue de tous les équipements publics (voirie, eau, assainissement, réseaux secs et arrêt de car scolaire).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Approuve** les observations précisées dans la présente délibération,
- **Décide** de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

VOTE : 15 voix pour

Ainsi délibéré à VARACIEUX, les jours, mois et an que ci-dessus.

A VARACIEUX
Le Maire,
Denis CHEVALLIER

The image shows a blue circular official stamp of the 'MAIRIE de VARACIEUX'. The stamp features a central emblem with a figure holding a staff and a star above, surrounded by the text 'MAIRIE de VARACIEUX' and '38 (Isère)'. A large, stylized black ink signature is written across the stamp.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30 avril 2025
Délibération n° 2025-35

Nombre de conseillers
En exercice : 27
Présents : 23
Votants : 27

Date de convocation : le 24 avril 2025
Secrétaire de séance : M. BOSSU-PICAT Nicolas

L'an deux mil vingt-cinq le 30 avril, le Conseil Municipal de la Commune de VINAY dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la Présidence de Monsieur Philippe ROSAIRE, Maire

Présents : M. Philippe ROSAIRE, M. Jacky SOMVEILLE, Mme Vanessa SAVIGNY, M. Jean-Pierre MONNET, Mme Myriam SCIABBARRASI, Mme Ghislaine GENIN, M. Raymond BODIN, M. Jean-Pierre MARION, Mme Francine ARRIGONI, M. Firmin LOPEZ, M. Pierre BLUNAT, Mme Béatrice ROZAND, M. René ROJAT, Mme Patricia MORGADO DO MONTE, Mme Delphine REYMOND-ALLONCLE, Mme Bérangère CHAMPON, Mme Véronique BERARD, M. Nicolas BOSSU-PICAT, M. Eric SILVESTRINI, Mme Christine CURTO, M. Daniel MANCIP, Mme Cécile GAILLARD, Mme Cécile BISILLON

Absents représentés : M. Renaud MELINON (POUVOIR à M. Jacky SOMVEILLE), M. Nicolino TORNAMBE (POUVOIR à M. René ROJAT), Mme Anne-Cécile GERMAIN (POUVOIR à Mme Delphine REYMOND-ALLONCLE), M. Alexandre LUXOS (POUVOIR à Mme Vanessa SAVIGNY)

Objet : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VINAY SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL SAINT-MARCELLIN VERCORS ISERE COMMUNAUTE ARRETE PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE SAINT-MARCELLIN VERCORS ISERE COMMUNAUTE LE 6 FEVRIER 2025

VU la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

VU la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

VU la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

VU les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

VU la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

VU la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

VU la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

VU le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Mme Sciabbarrasi rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025.

Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants, et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Mme Sciabbarrasi rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- 1) La parcelle AL 81 bénéficie d'un classement partiel en zone U. La commune demande l'extension de ce zonage, entraînant le déclassement d'une portion actuellement située en zone A. Cette démarche vise à assurer une continuité logique du tissu urbain existant.
En compensation, une surface de 3 320 m² située en zone 1AUF2 sera reclassée en zone agricole, conformément au principe de compensation, voir annexe 1.
- 2) Le constat d'une erreur d'indigage sur une zone initialement classée en UD2 a été transformée par erreur en UF2. Il est demandé de changer l'indice de la zone en UD2 plus en adéquation avec les formes urbaines de ce secteur, voir annexe 1.

3) Sur la question des Orientations d'Aménagement et de Programmation de la commune :

- La commune constate une inadéquation entre les orientations de l'OAP n° 1 « Gare – Collège », plus précisément au niveau des hauteurs autorisées dans le sous-secteur 2. Ce dernier indique une hauteur correspondant à du R+3. Or, conformément à la programmation prévue, le sous-secteur 2 doit être limité à du R+1. Il est donc demandé de rectifier le document d'orientation sur ce sous-secteur 2 afin que les hauteurs soient conformes aux intentions d'aménagement et aux caractéristiques urbaines souhaitées, voir annexe 2.
- S'agissant de l'OAP n° 7 « Cyprien Jullin » : Le tracé du secteur sur le plan de zonage ne correspond pas exactement au travail de l'OAP notamment dans le manque d'une surface de 1256 m² au nord-est de la zone. Cette partie située sur la parcelle AX 96 ne semble pas avoir été intégrée dans le secteur d'OAP. La commune demande donc son intégration dans la zone. En outre, il serait souhaitable de retravailler certains points d'orientations de cette OAP, voir annexe 2.

4) La commune souhaite le déclassement d'un bassin de rétention qui a été, inscrit en "Parc et Jardin de niveau 1" dans le document d'urbanisme situé entre la Rue Cyprien Jullin et la Route de Grenoble. Il s'agit manifestement d'une erreur d'appréciation, dans la mesure où cet espace n'a pas de vocation paysagère, mais une fonction technique de gestion des eaux pluviales. La commune souhaite donc supprimer ce classement inapproprié et de requalifier cet espace en conséquence, voir annexe 3.

5) La STECAL « Montvinay » est inscrite en zone Nt3, autorisant les commerces et les activités de services. Sont notamment admises les sous-destinations suivantes : activités de restauration, d'hôtellerie ainsi que les hébergements touristiques. La commune sollicite une évolution du règlement afin d'autoriser de nouveaux usages dans cette zone,

La STECAL « Montvinay » doit prévoir les éléments suivants en lien avec les projets de développement touristique, culturel et patrimonial envisagé sur le site. Il conviendra de prévoir la possibilité de construire des piscines qui serait en lien avec l'exploitation du bâtiment principal ; la création de salles de séminaires ou à vocation événementielle, les activités de gardiennage, les logements de fonction, les activités artisanales ainsi que les constructions d'annexes.

La commune demande que le règlement écrit de la zone Nt3 intègre la possibilité du changement de destination pour l'ensemble des volumes bâtis existants, et exclusivement au bénéfice des activités susmentionnées.

La commune entend formuler également une modification du règlement écrit de la zone Nt3 visant à augmenter l'emprise au sol maximale autorisée dans la STECAL, en la faisant passer de 320 m² à 450 m². Cette évolution a pour objectif de permettre la réalisation d'un projet d'établissement répondant à un besoin identifié sur le territoire, tout en favorisant la diversité des usages.

La commune veille à ce que cette démarche reste parfaitement compatible avec les principes qui régissent les STECAL, dans le respect des contraintes environnementales et paysagères propres au site.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération à 24 voix POUR, 2 voix CONTRE (M. Daniel MANCIP et Mme Cécile GAILLARD), 1 ABSTENTION (Mme Francine ARRIGONI) :

1) EMET un avis FAVORABLE sur le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme.

Pour extrait conforme,

A Vinay, le 5 mai 2025

Le secrétaire de séance
Nicolas Bossu-Picat



M. Philippe ROSAIRE,

Maire de Vinay



Délibération certifiée exécutoire par le Maire
Compte tenu de la transmission en Préfecture le :
Et de la publication le :

- 5 MAI 2025

- 5 MAI 2025

M. Philippe ROSAIRE,

Maire de Vinay





Commune de Vinay

Conseil Municipal

Du 30 Avril 2025

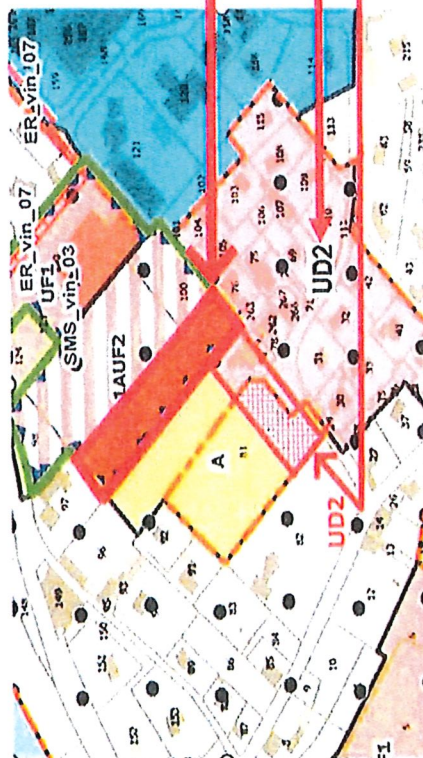
Annexes n°1, n°2 et n°3

Délibération 2025-35

Objet : Avis du conseil municipal sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isere Communauté arrêté par le Conseil Communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isere Communauté le 6 février 2025

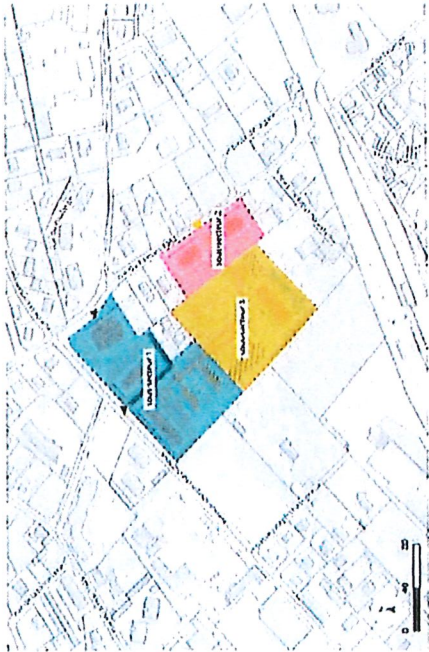
Les annexes ci-après font partie intégrante de la délibération n°2025-35 adoptée par le Conseil Municipal de Vinay en date du 30 avril 2025

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE SAINT-MARCELLIN VERCORS ISERE COMMUNAUTE LE 6 FEVRIER 2025



Délibération 2025-35 – Annexe n°2
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL SAINT-MARCELLIN VERCORS ISERE COMMUNAUTÉ ARRETE PAR
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE SAINT-MARCELLIN VERCORS ISERE COMMUNAUTÉ LE 6 FEVRIER 2025

OAP N°1 « Gare Collège »



N°3

Densité et programmation

Le secteur OAP 1, à proximité des équipements publics et de la gare, a pour vocation d'accueillir du logement avec un objectif de densité moyenne d'environ 150 logements à l'hectare, soit environ 150 logements. Les formes urbaines seront variées, de type « nouveau groupé », « intermédiaire » en partie centrale ouest du secteur et « collectif » sur les deux axes et en fond sud de secteur. Les hauteurs moyennes correspondront à du R+2, avec des hauteurs jusqu'à R+3.

- Sous-secteur 1 : environ 20 logements, 60 m de hauteur moyenne correspondante à du R+3
- Sous-secteur 2 : environ 25 logements, 40 m de hauteur moyenne correspondante à du R+3
- Sous-secteur 3 : environ 50 logements, 40 m de hauteur moyenne correspondante à du R+3

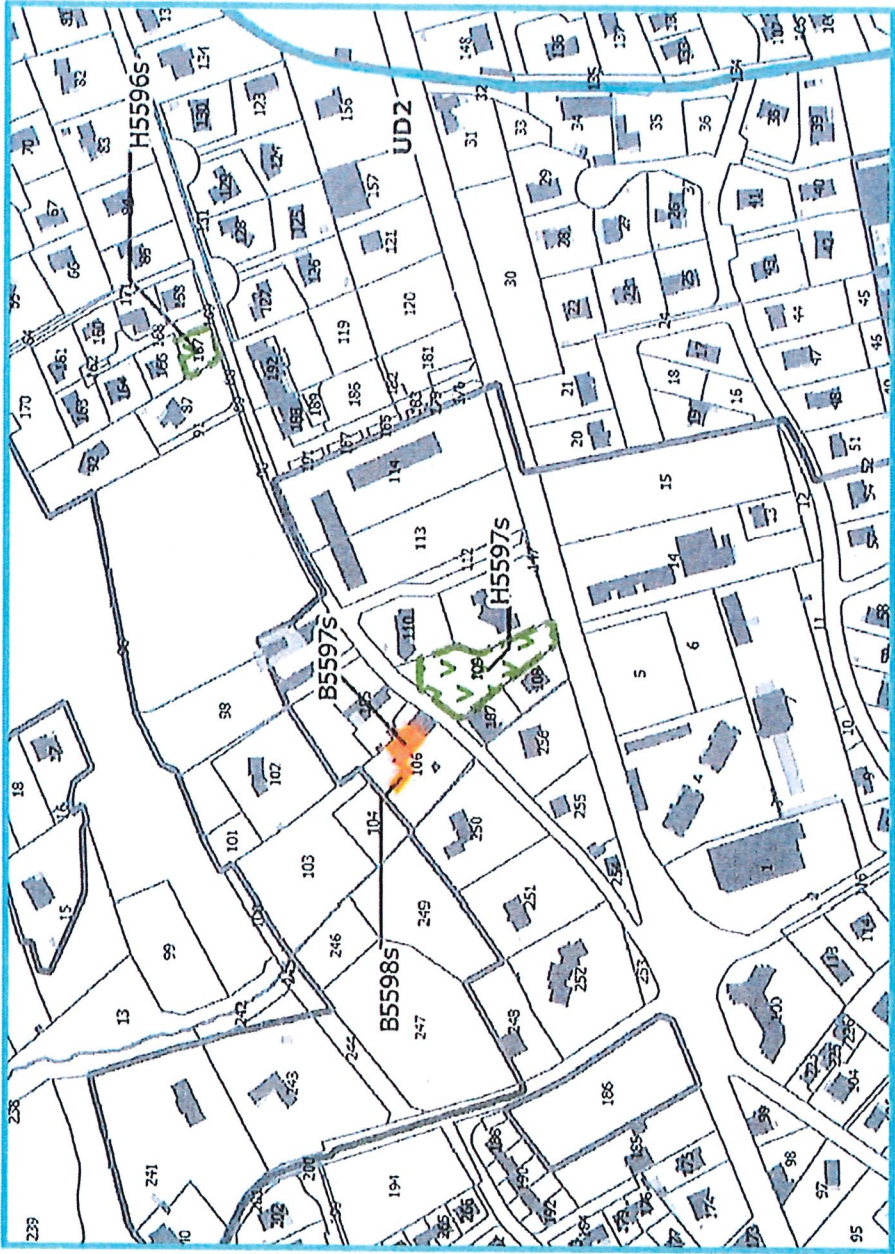
OAP N°7 « Cyprien Jullin »



N°3

Délibération 2025-35 – Annexe n°3
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL SAINT-MARCELLIN VERCORS ISERE COMMUNAUTE ARRETEE PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE SAINT-MARCELLIN VERCORS ISERE COMMUNAUTE LE 6 FEVRIER 2025

N°4



Commune de L'Albenc
65 rue de l'école
38470 L'ALBENC

Canton Sud Grésivaudan
Arrondissement de GRENOBLE

Extrait N° 2025_03_21D
Du registre des délibérations
Du conseil municipal

Envoyé en préfecture le 03/04/2025

Reçu en préfecture le 03/04/2025

Publié le 19/03/2025

ID : 038-213800048-20250317-2025_03_21D-DE



L'an deux mil vingt-cinq, le dix-sept mars à vingt heures, le conseil municipal de la commune de L'Albenc dûment convoqué en séance ordinaire, s'est réuni sous la présidence de M. Albert BUISSON, maire.

convocation : le 10 mars 2025

affichée : le 10 mars 2025

Présents : Mmes et MM. Fabien ALLEYRON-BIRON, Christèle BARET, Albert BUISSON, Gérard CAMBON, Sylvie FUGIER, Marlène GUICHARD, Jean-Michel OLIVE, Benjamin OUVARD, Paul ROUX

Absents excusés : Mmes et MM. Gaëlle BENISTANT, Nathalie LYONNE, Alexandre PICAT, Claude ROCHAS, Audrey ROUSSET

Absente : Mme Laure MATHIEU

Procuration : néant

Secrétaire de séance : M. Fabien ALLEYRON-BIRON

Objet : avis du conseil municipal de L'Albenc sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique ;
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles ;
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées, ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que *« lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés »*.

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- Demande de précisions sur le plan de desserte de l'OAP sectorielle ER_alb_07 située au lieu-dit Couvent et Champ des pauvres pour prévoir une liaison de voirie et de réseaux à l'EST de la zone pour desservir à terme les futures zones urbanisables.

Il est demandé aux membres présents de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré ;

décide : pour : 9 contre : 0 abstention : 0

après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Pour copie conforme au registre des délibérations
Transmis en Préfecture de l'Isère
Le maire



COMMUNE
D'AUBERIVES EN ROYANS (Isère)

2025-013

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal de la commune d'Auberives-en-Royans, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de **Monsieur Stéphane VILLARD**, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 11

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 18 mars 2025

Etaient PRESENTS : Mmes et Ms, ODEYER Lucien, EMERY Didier, IDELON Marie-France, CHARBONNEL Clément, FERET Stéphane, MARCHAND Corinne, ODEMARD Corinne

Etaient ABSENTS : Mmes et Ms, POLY Ludivine, CLOT Jean-Marie, MICOLOD Emmanuel

OBJET : Délibération du conseil municipal d'Auberives en Royans pour rendre un avis sur le PLUi arrêté le 6 février par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté

Avis du conseil municipal d'Auberives en Royans sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Madame/Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Madame/Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Envoyé en préfecture le 24/04/2025

Reçu en préfecture le 24/04/2025

Publié le



ID : 038-213800188-20250325-2025_013-DE

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- Que davantage de granges en zone agricole et naturelle puissent être constructibles, pour retrouver un potentiel plus équivalent à ce qui est inscrit dans la carte communale d'Auberives en Royans.
- Que les légendes des plans soient plus claires.

DECISION

Le conseil municipal d'Auberives en Royans, après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme avec les remarques suivantes :

- **SOUHAIT** de compléter l'inventaire des bâtiments agricoles pouvant changer de destination, afin de permettre de nouvelles habitations sans augmenter l'artificialisation des sols.
- **REPRENDRE** le descriptif de la légende qui affiche actuellement des symboles sans explications et non utilisés en laissant uniquement ceux qui concernent le document d'urbanisme. Décrire les symboles de la carte afin de rendre le document autoporteur et compréhensif par tout le public.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire

Stéphane VILLARD



COMMUNE de BEAULIEU
Département de l'Isère

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**
Séance du 17 Avril 2025

Nombre membres

En exercice 14

Présents 9

Votants 12

Date de la convocation : 11.04.2025

2025 - 012

L'An deux mil vingt-cinq le dix-sept avril à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Beaulieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Didier CORVEY-BIRON, Maire.

Présents : Mmes et Mrs Didier CORVEY-BIRON, Jean-Noël MANDIER, René BAYLE, David GRAND, Marie-Sophie BARBIER, Régis LACROIX, Benjamin CHABERT, Nathalie DECTOT, Vincent CAILLAT

Absents : Mmes et Mrs Annie BERECHÉ, Valérie DROUVIN, Laure ALBERTIN, Mickaël GRAS, Guillaume CROIZAT

Procuration : Annie BERECHÉ donne procuration à Didier CORVEY-BIRON
Valérie DROUVIN donne procuration à Marie-Sophie BARBIER
Guillaume CROIZAT donne procuration à Benjamin CHABERT

A été nommée secrétaire : Régis LACROIX

**Délibération pour Avis du conseil municipal de Beaulieu sur le
Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors
Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de
Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025**

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- D'un rapport de présentation ;
- Du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- D'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- Des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- D'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal ne fait pas part d'observation particulière.

DECISION

Le conseil municipal de Beaulieu rend un avis FAVORABLE sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré en mairie les jours, mois et an ci-dessus et ont signé les membres présents.

Pour copie conforme,

M. Didier CORVEY-BIRON,
Maire



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE CHÂTELUS (Isère)

Séance du 05 mai 2025 - Délibération N°2025- 05 - 16

L'an deux mille vingt-cinq et le 05 mai à 10h00, le conseil municipal de la commune de Châtelus, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de M. William THUMY, Maire.

Date de Convocation du conseil municipal : le 28/04/2025

Nombre de conseillers en exercice : 5 Présents : 4 Absent : 1

Votants : 4

Présents : Messieurs William THUMY, Jean-Claude BLANC, Alain JUD, Madame Laurence BUSSY

Excusée : Margaux VALETON

Secrétaire de séance : Laurence BUSSY

Objet : Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Monsieur le maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra

encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des 5 observations suivantes :

- Règlement graphique

- 1) Les élus souhaitent valoriser en zone N plutôt qu'en zone A le secteur non bâti et non cultivé situé sous la Mairie dans le prolongement de la zone 2AU.
- 2) Les élus s'interrogent sur l'opportunité de reprioriser l'ordre de constructibilité des secteurs Mairie et Vezor.

- Changements de destination de bâtiments agricoles

- 3) Les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d'élaboration du PLUi sont en partie absents du document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d'arrêt et de rétablir les changements de destinations listés ci-dessous dans le document final.

Parcelles	Adresses
B 671	610 route de Vezor
B 320	1200 route de Vezor

- Connaissance des aléas naturels

- 4) La commune souhaite rappeler son incompréhension en ce qui concerne plusieurs éléments constitutifs de la carte d'aléa en vigueur, plus particulièrement :

> Pour l'aléa crue des rivières (C), la commune souhaite une révision du classement en C2 et C3 pour les constructions situées en bordure de la Bourne au niveau du camping Gouffre de la Croix, dans la mesure où celles-ci sont surélevées par rapport au lit de la rivière d'environ 3m ;

> Pour l'aléa glissement de terrain (G), les élus souhaitent :

- une réduction de la qualification du risque de G2 à G0 pour le bâtiment de l'ancienne école de Vézor (parcelle B158).
- une intégration en G1 pour le bâtiment situé en parcelle B671 (également ciblé par un souhait de changement de destination).
- Une reconnaissance d'un risque faible (plutôt G1) sur les parcelles B322 et B328 étant donné que ce secteur est constitué de roches.

> Pour l'aléa Chutes de blocs (P) : les élus souhaitent réinterroger l'ampleur des limites de l'enveloppe concernant les chutes de blocs, notamment au droit des secteurs de Vezor, des Porchères, des Lites, de la Brière, du Cerf des Bourrières, des campings et du Martinet.

• Emplacements réservés

5) La commune souhaite rappeler la nécessité de positionner des emplacements réservés (à destination de SMVIC) pour la préservation de secteurs boisés dans le cirque de Bournillon en vertu de la politique de protection de l'Espace Naturel Sensible.

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Approuve** les observations précisées dans la présente délibération,
- **Décide** de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents pour copie certifiée conforme.

Le Maire, William THUMY

Délibération certifiée exécutoire par le Maire
Compte tenu de la transmission en Préfecture le 06 MAI 2025
Et de l'affichage en date du

06 MAI 2025

Le Maire



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE L'ISERE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE
CHEVRIERES**

Nombre de membres au Conseil Municipal :	11
En Exercice :	15
Qui ont pris part à la délibération :	11
Date de la convocation :	04 avril 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le neuf avril à dix-neuf et quinze minutes, le Conseil Municipal de la Commune de CHEVRIERES, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de ROUSSET Franck, Maire.

Présents : M. CHANRON Damien, Mme CHOLET Géraldine, Mme COTTE Florence, Mme GAGNOUD Emilie, M. ODIER Patrick, M.

MONTEL Emmanuel, Mme PAIN Myriam, M. POGNANTE Cyrille, M. REVOL Patrick, M. ROUSSET Franck, M. BONNET Fabien

Excusés : M. COLOMB Nicolas, M. FOSSE Pierrick (a donné pouvoir à M. CHANRON Damien)

Absents : M. MAURE Mickaël, M. MESTRE Etienne

Quorum atteint.

Secrétaire de Séance : Mme COTTE Florence

Objet de la délibération: PLUi : Avis du conseil municipal sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles, d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal rend un avis FAVORABLE sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et ans susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme

Le Maire

ROUSSET Franck





DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DU VENDREDI 25 AVRIL 2025

Téléphone : 04 76 36 01 65
Télécopie : 04 76 36 06 43

mairie.dechoranche@wanadoo.fr

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq du mois d'avril, à dix-neuf heures, le conseil municipal de la commune de CHORANCHE, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme Geneviève MOREAU-GLENAT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 11

Date de convocation : 15 avril 2025

Secrétaire de séance : Mr DROUOT Laurent

PRESENTS : -Y DETURIN - L DROUOT - G MOREAU-GLENAT - J BELLE - S COHEN - M L STILLE

ABSENT EXCUSE : B.BELLE - HJ SENTIS - M BREYTON- M RANCOUD GUILLON- C MOUNIER-

POUVOIRS : M BREYTON à Y DETURIN – M RANCOUD GUILLON à G MOREAU-GLENAT

OBJET : AVIS SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL SAINT MARCELLIN ISERE VERCORS COMMUNAUTE, ARRETE PAR LE CONSEIL CCOMMUNAUTAIRE DU 6 FEVRIER 2025.

Madame le maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

Mairie- 55 Montée de la Mairie- Le Village – 38680 CHORANCHE

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Madame le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des 4 observations suivantes :

- Règlement graphique

- 1) Les élus souhaitent désormais valoriser une possibilité d'évolution des constructions du cabane café, actuellement en zone naturelle dans le PLUi arrêté, afin de consolider la pérennisation de cette activité économique importante pour la commune.

- Connaissance des aléas naturels

- 2) La commune souhaite rappeler son incompréhension en ce qui concerne plusieurs éléments constitutifs de la carte d'aléa en vigueur, plus particulièrement :
 - > Pour l'aléa crue des rivières (C), la commune souhaite une révision du classement de l'aléa le long de la Bourne et plus particulièrement sur les secteurs du centre-bourg et des thermes dans la mesure où la maîtrise des hauteurs d'eau est assurée par le barrage situé en amont.
 - > Pour l'aléa glissement de terrain (G), les élus souhaitent une réduction de la qualification du risque pour les abords des constructions situées dans les hameaux de Gamone, Faucon, Lambertière, le Château (propriété Dupont), le Sellier.
 - > Pour l'aléa Chutes de blocs (P) : les élus souhaitent réinterroger l'ampleur des limites de l'enveloppe concernant les chutes de blocs, notamment au droit des secteurs de Sirouza, le Château, Ranconnière, route de Villard-de-Lans (propriété Etienne), le Cellier, la Rapillière (propriété Bellier) et le Colombier (propriété Kristensen).

- Orientations d'aménagement et de programmation

- 3) La commune souhaite préciser la programmation de l'OAP pour mieux valoriser la complémentarité de ce projet avec le centre-bourg.

- Changements de destination de bâtiments agricoles

- 4) Les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d'élaboration du PLUi sont absents du document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d'arrêt et de rétablir les changements de destinations listés ci-dessous dans le document final.

Parcelles	Adresses
354	3100 route de Presles
332	700 route de Presles – Les Nuggues

1293	Route de villard de Lans – Les Chartreux
498	41 chemin du Cellier – Le Sellier

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d’urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l’élaboration d’un plan local d’urbanisme intercommunal (PLUi) sur l’ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l’article L. 153-11 du code de l’urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l’élaboration du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d’Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s’est déroulée durant toute l’élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l’urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d’aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d’aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Approuve** les observations précisées dans la présente délibération,
- **Décide** de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l’article L153-15 du code de l’urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et ans susdits

Au registre sont les signatures,

Le maire,
Geneviève MOREAU-GLENAT,



MAIRIE
de
COGNIN-LES-GORGES
38470

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL*Séance du 28 AVRIL 2025*

L'an deux mille vingt-cinq, le 28 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Cognin-les-Gorges dûment convoqué par M. Patrice FERROUILLAT, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Patrice Ferrouillat, Maire

Présents : 9 Marie-Pierre VEYRET, Patrice FERROUILLAT, Julien DOLIN, Isabelle VEYRET, Claude BOREL Yann CURTETL, Sophie BOREL, Valérie SIMOENS, Nathalie VEHIER

Absents excusés : 3 Bernard TARRADE Geoffrey GIRARD Éric THEIL

Secrétaire de séance : Sophie Borel

Nombre de membres en exercice : 12

Nombre de pouvoirs : 2 Bernard Tarrade à Julien Dolin, Geoffrey Girard à Patrice Ferrouillat

Date de la convocation : 24/04/2025

Délibération 2025-14 : **Objet : Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025**

Monsieur le maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- Règlement graphique : corrections d'erreurs de découpage et de classement

- 1) Secteur centre-bourg : une bande classée en N entre les zones UA3 et UC aux abords de la parcelle B0463. Il s'agit d'une voirie complète réalisée par la commune. La zone a été reprise du PLU de la commune sans adaptation de l'existant.
- 2) La fusion de deux parties de zones N attenantes dans le hameau dit « Les Bâties ».

- Emplacements réservés

- 1) L'Emplacement réservé ER_cog_06 est à modifier. Une suppression des cheminements piétons partant vers le nord sur la parcelle A0695, A0911, A0917, A0918, A0920, A0921 est à prévoir. L'ajout d'une bande d'1,5m de large sur la parcelle A0352 jusqu'à l'angle sud-ouest de la parcelle A0861. L'ajout de deux accès perpendiculaires d'1,5m de large permettant de rejoindre les voiries existantes au nord en limite parcellaire des parcelles A0861 et A0862.
- 2) L'Emplacement réservé ER_cog_07 situé en entrée ouest du centre-ville est à modifier. La commune ne souhaite pas acquérir la parcelle B2172. Cette dernière est donc à supprimer du tracé de l'emplacement réservé.
- 3) Un emplacement réservé sera mentionné sur la parcelle B0464.

038-213801178-20250428-2025-14-DE
Date de télétransmission : 05/05/2025
Date de réception préfecture : 05/05/2025

- 4) L'ajout d'un emplacement réservé sur la voirie existante du secteur 2AU permettant un accès par l'ouest. Il s'agira de prévoir le marquage d'une emprise routière de 3m de large susceptible d'évoluer selon les prescriptions de la future OAP.

• Points divers

- 1) La commune souhaite rappeler qu'une zone 2AU inscrit un projet d'urbanisation à moyen et long terme. En l'état, la zone n'est pas urbanisable. Le secteur devra être inclus dans les travaux de modification du PLUi après son approbation. Cette modification permettra son passage en 1AU et la réalisation d'une OAP cadrant le devenir urbain précis du secteur (densité, implantation, espaces communs, voiries, etc.).
- 2) La commune s'interroge sur la méthodologie de réalisation de la carte des aléas ayant conduit au classement d'un secteur en P3. Elle adressera un courrier à posteriori à l'interlocuteur directement en charge de la production de cette carte d'aléa.

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve les observations précisées dans la présente délibération,
- Décide de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L.153-15 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
pour extrait conforme,
Le maire

Délibération certifiée exécutoire par le Maire
Compte tenu de la transmission en Préfecture
Et de l'affichage

Le Maire,

Patrice FERROUILLAT

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, sis Place de Verdun à Grenoble (38000) dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2025 - 17**

Nombre de conseillers

En exercice	10
Présents	08
Votants	10
Absents	02
Exclus	00
Procuration	02

Date de la convocation

28 AVRIL 2025

Date de l'affichage

28 AVRIL 2025

DE LA COMMUNE DE CRAS

Séance du lundi cinq mai,

L'an deux mil vingt-cinq, à **20 heures 00**.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de Madame Nicole DI MARIA, Maire.

Etaient présents : DI MARIA Nicole – MARTOIA Guido – DELACOUR Jean-Marie – VEYRET Gérard – BANCHERI Bénédicte – BOSSAN Sébastien BOUCHE épouse NURIT Valérie – FORT Laurence.

Etaient représentés : MICHEL Stéphane (donne pouvoir à Nicole DI MARIA) – SOEHNLEN Olivier (donne pouvoir à BOSSAN Sébastien).

Absent(s) excusé(s) : MICHEL Stéphane – SOEHNLEN Olivier.

A (ont) été nommé(e) (s) secrétaire(s). BANCHERI Bénédicte.

OBJET :

**AVIS DU CONSEIL
MUNICIPAL DE CRAS**

**SUR LE PLAN LOCAL
D'URBANISME
INTERCOMMUNAL
SAINT-MARCELLIN
VERCORS ISERE
COMMUNAUTE**

**ARRETE
PAR LE CONSEIL
COMMUNAUTAIRE DE
SAINT-MARCELLIN
VERCORS ISERE
COMMUNAUTE
LE 6 FEVRIER 2025**

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, **Projet d'aménagement et de développement durables**, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Madame le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Madame le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que *« lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés »*.

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

Modifications de zonage :

1. Etendre la zone UD2 aux parcelles A247, A 479, A 480, A 577, en totalité et A 578 partiellement. (Parcelles situées route du Moulin direction Vatilieu)
2. Clarifier la zone 1AU qui est devenue 1 AUF2 incluant une partie de la zone UD2 définie précédemment. (Un seul propriétaire). Description et obligations du contenu de cette OAP et surface de cette zone à urbaniser. (route des Feugères)
3. Zone économique (ex-établissements CAPIFIL) aujourd'hui classée UX2 à classer UXI.(possibilité d'artisanat- vente).
4. Possibilité de modifier la zone 2AU route des Enchappes en 1AU si possibilité de sortie commune avec la zone économique (ex établissements CAPIFIL) sur la voie départementale.
5. Suppression du périmètre de protection « élevage » (ex. exploitation agricole, quartier de La Judée). Considérer les parcelles C327 C135 C137 C138 C303 C424 en « dent creuse »
6. Périmètre de captage éloigné de Chantesse non identifié sur la carte de zonage. (Difficultés de lecture du zonage – texte hachuré).
7. Inclure si possible une servitude de visibilité en ce qui concerne les parcelles jouxtant un carrefour.

DECISION

Le conseil municipal de CRAS, après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Vote : 10 voix
10 pour

0 contre

0 abstention

Acte rendu
exécutoire
après le
Dépôt en
Préfecture
de Grenoble le
Et publication
ou notification
du

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour copie conforme au registre.
A Cras, le 5 mai 2025

La/Le secrétaire de séance

Le Maire,
N. DI MARIA



Délibération du Conseil Municipal d'Izeron

Accusé de réception en préfecture
038-213801954-20250407-2025-15-DE
Date de télétransmission : 15/04/2025
Date de réception préfecture : 15/04/2025

Séance du 7 avril 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le sept avril, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie d'Izeron, sous la présidence de M. David CHARBONNEL, Maire.

Date de la convocation : 31 mars 2025

Présents : Mmes et Mrs CHARBONNEL David, BRUN-COSME-BRUNY Yannick, BITH Marie-Florence, CLERC Robert, FROMENT Roland, GAGNOUD Cyril, BAUDRU Carole, VITTET Sylvie, SARRAS-BOURNET Thierry, BELLE Sébastien et ALLARD-LYONNE Julien.

Absents excusés : AUJOUX Joëlle, BOLLOT Hervé et BOSSAN Florence
Bossan donne pouvoir à Charbonnel

Secrétaire de séance : AUJOUX Joëlle

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres votants : 12

Délibération 2025-15 : Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté par le Conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le Conseil municipal fait part des observations suivantes :

Hameau des Deveys :

- Rectification de la zone UX2 : suivre la limite nord-ouest de la parcelle 0B-0550,
- Légende zone Nc erronée, à corriger (parcelle 0B-004),

Hameau des Gonthiers :

- Zone UF1 à passer en UC en rajoutant la parcelle 0C-0084,

Hameau de Chagneux :

- Un projet d'éco-quartier est en réflexion sur les parcelles 0A-0805 et 0A-0806, la commune avait demandé une OAP, qui n'apparaît pas à ce jour. OAP à créer.

- Suppression du périmètre de réciprocité agricole parcelle 0A-0210 suite cessation d'activité,
- Intégrer les parcelles 0A-0800, 0A-0791, 0A-0562, 0A-0563, 0A-0564, 0A-0205, 0A-0212, 0A-0213, 0A-0551, 0A-0556, 0A-0557 et 0A-0558 en zone UC,

Hameau des Brosses :

- Zone UCa à passer en zone UC,

Le Village :

- Parcelles 0H-0693, 0H-0694 et 0H-698 (logement sociaux) à passer en zone UF2,
- Lotissement la Noyeraie en zone UD2 à passer en zone UF2,
- L'OAP n°5 Centre bourg est à classer en UC et non en UCv, la commune ne souhaite pas de commerces hors zone UA,
- Parcelle 0H-075 à classer en zone UC et non UCa, il n'y a pas d'activité agricole,

Hameau de Charvolet :

- Zones UD3 à passer en UD2
- Zone UC de la parcelle 0D-0589 à la parcelle 0D-0391 à passer en zone UD2,

Hameau du Petit Montchardon :

- Suppression du périmètre de réciprocité agricole parcelle 0G-0055 suite cessation d'activité,

Le Conseil municipal d'Izeron, après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, rend un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Le Maire,
David CHARBONNEL





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS **DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2504-013

Nombre de Conseillers
en exercice 14
présents 11
exprimés 13

L'an deux mille vingt cinq
le : 08 avril
le Conseil Municipal de la commune de **LA RIVIERE**
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire
à la mairie, sous la présidence de M. Raymond ROLLAND, Maire
Date de convocation du conseil municipal : 02 avril 2025

Présents : MM Magali BERNARD-GRANGER, Patrick GUINET-BOUCHER, Jean-Pierre YALA, Laurence GABRIELE, Meriem MAHNAN, Ginette RICCIO, Annik ADIARD, Alain RUGGIERO, Robert ALLEYRON-BIRON, Michel DUFRESNE

Excusés : Mme Nadine CARMONA donne pouvoir à Mme Magali BERNARD-GRANGER, M. Éric DUPUY donne pouvoir à M. Patrick GUINET-BOUCHER

Absents : M. Arnaud THOMAS

Secrétaire : Mme Magali BERNARD-GRANGER

Objet : Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Saint-Marcellin Vercors **Isère communauté**

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

1/3

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Accusé de réception en préfecture
038-213803380-20250408-2504-013-DE
Date de réception en préfecture : 11/04/2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Delib 2504-013

2/3

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- *Notre consommation foncière attribuée par le PLUi s'élève à 1,3 ha or nous avons actuellement l'OAP n°1 d'une superficie de 1,4 ha qui nous empêche de proposer d'autres terrains à la construction.*

Nous avons une grande incertitude sur l'aboutissement du projet en cours pour la construction de 21 logements sur cette OAP n°1 quand on constate que sur les 7 lots prévus sur l'actuelle OAP n°4, seules 2 constructions sont sorties de terre en 3 ans.

De ce fait, nous souhaiterions laisser en zone constructible une partie de la parcelle n°A163, pour une surface de 2 000 m² car les propriétaires

. ont un projet pour 2 lots tout en sachant que ce terrain est constructible dans notre PLU actuel

. ont un terrain impacté par l'éboulement du 25 juillet 2024 et concerné par le futur tracé de la RD 1532

. sont propriétaires d'un terrain qui présente un intérêt pour la commune afin de réaliser un parking en centre village

DECISION

Le conseil municipal de LA RIVIERE, après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

➤ **Vote du conseil municipal :**

. Pour :	13
. Abstentions :	0
. Contre :	0

En mairie le 11 avril 2025
Le Maire
Raymond ROLLAND

Délibération certifiée exécutoire par
Le Maire compte-tenu de la transmission
En préfecture le : date ci-dessus
Et de l'affichage le : 11 avril 2025



Delib 2504-013
3/3

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers

• en exercice	11
• présents	7
• votants	10
• absents	4
• exclus	0

De la commune MONTAUD

Séance du 29 avril 2025 à 20 heures 00

Date de convocation :

25 avril 2025

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de :

Date d'affichage :

25 avril 2025

Objet

Avis sur le Plan Local
d'Urbanisme
intercommunal Saint-
Marcellin Vercors Isère
Communauté arrêté par le
conseil communautaire de
Saint-Marcellin Vercors
Isère Communauté le 6
février 2025

M. COLIN Francis

Étaient présents :

MM. Michel MURDINET, Stéphane COING-BELLEY, Philippe
DESPESE, Géraldine PONCET, Olivier AUBRY, Thibaut DEFRANCE.

Absents excusés :

Benjamin GUINOT a donné pouvoir à Thibaut DEFRANCE
Sébastien COING-ROY a donné pouvoir à Philippe DESPESE
Olivier AUBRY a donné pouvoir à Michel MURDINET

Absent Non Excusés: Laura LAMBERT

Secrétaire de séance :

M. PONCET Géraldine

Monsieur le maire, Francis COLIN, rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de

laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- Règlement graphique : corrections d'erreurs de découpage de limites de zones urbaines

- 1) La commune souhaite réinterroger le classement en UC des hameaux ou intégrer un plan de forme urbaine (PFU) indiquant une réduction de -3 mètres sur les zones classés en UC et UCv.

- 2) La commune s'interroge sur l'inscription des marges de recul forestière et recul de construction sur le plan de forme urbaine.

- 3) La commune se questionne sur l'absence de servitude liée à la station hertzienne Montaud/ Mollard Guillon, présente précédemment au PLU.

- Changements de destination de bâtiments agricoles

- 1) Les changements de destination de bâtiments agricoles qui avaient été identifiés pendant la phase d'élaboration du PLUi (dont certains sont déjà identifiés dans le PLU) sont absents du document arrêté. Il conviendra de corriger cette erreur matérielle de retranscription dans le document d'arrêt et de rétablir les changements de destinations listés ci-dessous dans le document final.

Parcelles Adresses

B409 / B408: 213 chemin de la molle (2 granges)

B332: Le Sabot

A1302: 3 chemin des granges

A778 90 chemin des granges

A1188: 90 chemin des granges

A68: Les Charpennes

A847: 2363 route de Saint Quentin

A152: 2911 route de Saint Quentin (Grange+ garage)

A162: 2914 route de Saint Quentin

B347 Route de La Bonne fermière

2) Règlement écrit :

Du fait de l'exposition de certains hameaux (Les Maitres, Les Etroits, La Combe...) aux coups de vents d'Est souvent violents à l'automne, qui provoque régulièrement des dégâts aux toitures, la commune souhaiterait que :

Les débords de toiture des constructions principales doivent atteindre au moins 60 centimètres et non 80.

• Orientations d'Aménagement et de Programmation

1) Pour donner suite à la Commission de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), la commune souhaite travailler à la réalisation d'une OAP centre-bourg sur la parcelle B0715.

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1er février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve les observations précisées dans la présente délibération,
- Décide de rendre un avis favorable sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Acte rendu exécutoire après le dépôt en Préfecture le .
Publié ou notifié le .

Fait MONTAUD, le 02 mai 2025 .

Le Maire



Nombre de conseillers :

En exercice	11
Présents	07
Procuration	02
Votants	09

Date de convocation :

29/04/2025

Objet de la délibération :

Délibération 2025-17

**Avis conseil municipal sur
le plan local d'urbanisme
intercommunal(PLUi)**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MORETTE (Isère)**

Séance du 06 mai 2025 à 19 heures

Le Conseil Municipal de la commune de MORETTE (Isère), régulièrement, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Franck DORIOI, maire.

Présents : Mmes MM. Joseph ALBANESE, Lionel CARLIN, Franck DORIOI, Marie-Claire GEYMOND, Lyliane MUZELIER, Bastien SANGIORGIO, Didier TRICHARD

Absents : Madame Geneviève TORRALBA

Absents excusés : Madame Caroline EYSSARD PONCIER, Monsieur Julien ROUSSEL, Monsieur Eric DESPRES

Procurations : Monsieur Julien ROUSSEL donne procuration à Monsieur Franck DORIOI, Madame Caroline EYSSARD PONCIER donne procuration à Monsieur Lionel CARLIN

Secrétaire de séance : Monsieur Joseph ALBANESE

Délibération du conseil municipal de Morette pour rendre un avis sur le PLUi arrêté le 6 février par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté

Délibération n° 2025-17

**Avis du conseil municipal de Morette sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté arrêté par le conseil communautaire de
Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025**

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_07_47 en date du 8 juillet 2021 actant le transfert effectif à Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme locaux » au 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_92 en date du 16 décembre 2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble du territoire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté conformément aux dispositions de l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2021_12_93 en date du 16 décembre 2021 portant définition des modalités de collaboration entre Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables Durable (PADD) qui se sont tenus en communes en 2023 ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2024_02_01 en date du 1^{er} février 2024 portant débat de PADD ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUi ;

Vu la délibération communautaire n°DCC2025_02_01 en date du 6 février 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le PLUi ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 à -48, articles L. 153-1 à -60, articles L. 160-1 à L. 163-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-10 et suivants, son L. 5211-1 et son article L. 5214-16 ;

Vu le projet de PLUi comportant rapport de présentation, Projet d'aménagement et de développement durables, règlement écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation (sectorielles et thématiques) et annexes ;

Madame/Monsieur le Maire rappelle que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été arrêté par le conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté le 6 février 2025. Préalablement à la décision d'arrêt du PLUi, le bilan de la concertation a également été tiré.

La démarche d'élaboration du PLU intercommunal a débuté à la suite de la délibération du conseil communautaire de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté du 16 décembre 2021 par laquelle les élus communautaires ont prescrit l'élaboration du PLUi, défini les objectifs poursuivis par le PLUi ainsi que les modalités d'organisation d'une concertation menée durant tout le temps de l'élaboration du projet avec les habitants et toute personne concernée par la démarche.

Le projet de PLUi arrêté est constitué :

- d'un rapport de présentation ;
- du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu à l'échelle communale et communautaire ;
- d'un règlement écrit et d'un règlement graphique,
- des orientations d'aménagement et de programmation thématiques et sectorielles,
- d'annexes.

Il est également précisé que l'arrêt du projet de PLUi a marqué le commencement de la phase administrative de la procédure, au cours de laquelle les communes membres de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté mais aussi les personnes publiques associées et les personnes ayant demandé à être consultées ont la possibilité d'exprimer leur avis sur ce projet.

Cette phase de consultation précède l'organisation de l'enquête publique, étape également importante dans la mesure où le public va pouvoir accéder à l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur le projet de PLUi.

A la suite de l'enquête publique et de la remise d'un rapport d'enquête par une commission d'enquête désignée par Monsieur le Président du tribunal administratif, le projet de PLUi pourra encore faire l'objet de modifications pour tenir compte des

résultats, sous réserve néanmoins de ne pas remettre en cause l'équilibre général du projet de PLUi.

Madame/Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme, les communes membres peuvent émettre un avis sur le projet de PLUi dans les 3 mois qui suivent l'arrêt du PLUi en conseil communautaire. Cet article indique que « *lorsque l'une des communes membres de l'EPCI émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* ».

Aussi, après avoir pris connaissance du projet de PLUi arrêté, le conseil municipal fait part des observations suivantes :

- 1) Demande aux regards des Aléas, que les parcelles 0C 776 et 0C 777, soient modifiées et classées en zone aléas faible, suite à une erreur matérielle. Ci-joint la justification de mise en cohérence de la traduction réglementaire des aléas vis-à-vis du zonage UD2 des parcelles 0C776 et 0C 777. (Annexe n°1)
- 2) Demande le passage de la parcelle 0C 792 en zone UC2, encadrée en vert sur le plan ci-joint. (Annexe n°2)

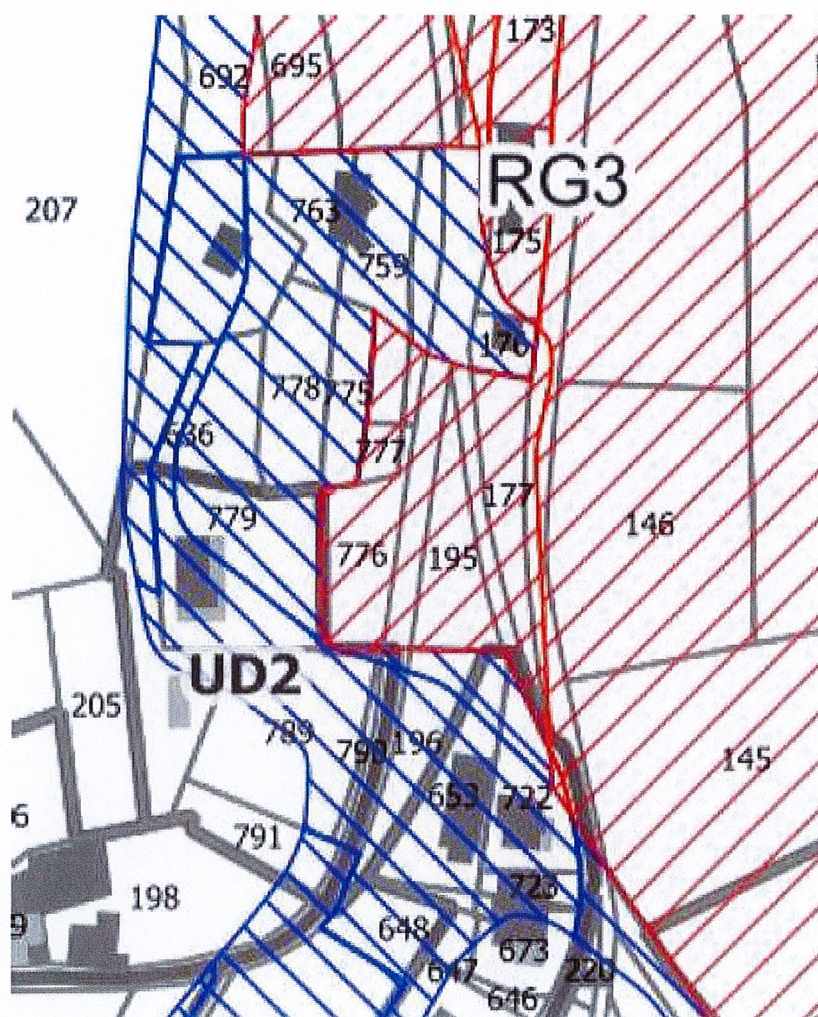
DECISION

Le conseil municipal de Morette, après avoir formulé les observations précisées dans la présente délibération, **rend un avis FAVORABLE** sur le projet de PLUi arrêté de Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté, conformément à l'article L153-15 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré à Morette, le 06 mai 2025
Le Maire,
Franck DORIOLO



2025-17 ANNEXE N°1



Accusé de réception en préfecture
038-213802630-20250506-2025-17-DE
Date de télétransmission : 07/05/2025
Date de réception préfecture : 07/05/2025

